

PIPELINES,
PUISSANCE ET SAHARA

Algérie-Niger : le ré-ancrage discret de l'axe sahélien

LAALA BECHETOULA

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information

D'ORAN

Algérie : pour une doctrine climatique nationale

EL HABIB BEN AMARA

Iftar

Oran	18h52
Alger	18h36
Constantine	18h23

Imsak

Oran	06h12
Alger	05h54
Constantine	05h41

L'ACTUALITÉ AUTREMENT VUE

Le sens des promesses

EL YAZID DIB



La société, l'État et les marchés

AREZKI DERGUINI



Si la Tripartite Gouvernement- Ugta-Patronat m'était contée !

CHERIF ALI

Livres: berbérie éternelle !

BELKACEM AHCENE-DJABALLAH

P.4 à 9

Une progression de 46% en 2025 L'e-paiement poursuit son envol

Le paiement électronique connaît une croissance fulgurante en Algérie.

El-Houari Dilmli

En effet, le paiement électronique a progressé, en 2025, de 46%, stimulé notamment par le recours accru de nombreuses administrations publiques à ce mode de paiement pour l'accès à leurs services.

Selon le dernier bilan du Groupe-ment d'intérêt économique de la monétique (GIE Monétique), le montant global des paiements électroniques (via TPE, internet ou téléphone mobile) s'est élevé à 939 milliards de dinars en 2025 contre 643,8 milliards de dinars en 2024.

Dans le détail, la valeur des paiements effectués via Internet a progressé de 179 % en une année pour atteindre 145 milliards de dinars, avec plus de 27 millions de transactions, confirmant le rôle croissant de ce mode de paiement dans l'écosystème des paiements électroniques.

Un pic exceptionnel a été observé au mois de décembre 2025, avec 3,6 millions de transactions pour une valeur de 65,27 milliards de dinars, soit le niveau le plus élevé de l'année.

Cette performance est principalement attribuée au paiement de la première tranche du programme AADL 3, opération réalisée exclusivement en ligne, ce qui explique la concentration exceptionnelle de la valeur durant ce mois. Par secteur, les Télécommunications (paiement des factures et rechargement des crédits auprès des opérateurs de téléphonie et des fournisseurs d'accès à internet) continuent de dominer le segment de l'e-paiement via Internet, avec plus de 12 millions de transactions enregistrées, suivies des services administratifs (7,6 millions de transactions), des prestations de services (3,6 millions de transactions) et des factures d'électricité et d'eau (1,8 million de transactions).

Globalement, le nombre total de transactions en ligne a dépassé, depuis le lancement de ce mode de paiement en 2016, les 84 millions d'opérations, dont plus de la moitié a été effectuée durant les deux dernières années, selon les données du GIE Monétique.

Le bilan a relevé également l'évolution du montant moyen par transaction, passé de 1.180 dinars en 2020 à près de 5.400 dinars en 2025, illustrant la montée en gamme des paiements sur Internet et le renforcement progressif de la confiance des usagers.

Le GIE Monétique a fait observer, par ailleurs, que l'allègement de la procédure d'intégration à la plateforme de paiement en ligne a largement contribué à l'accélération du rythme d'intégration des web-marchands, dont le nombre a atteint 644 à fin 2025.

Ainsi, 134 nouveaux web-marchands ont été intégrés par rapport à fin 2024, soit une évolution de 26,27 %. S'agissant du segment de l'e-paiement via les terminaux de paiement électronique (TPE), la valeur totale des transactions a doublé pour atteindre 89,5 milliards de dinars.

Le parc des TPE a, quant à lui, poursuivi sa progression, passant de 68.140 unités en décembre 2024 à 78.774 unités en décembre 2025, soit une

hausse de 15,61 %. L'analyse de l'évolution annuelle du paiement de proximité met en évidence une progression soutenue, accompagnée d'une augmentation notable du montant moyen par transaction, passé de 6.000 dinars en 2020 à plus de 9.000 dinars en 2025.

LES TPE EN EXTENSION

Au cours du premier semestre de l'année, un pic de volume a été enregistré au mois de mai, généré essentiellement par l'opération de vente de moutons à l'occasion de l'Aïd El-Adha. Cette dynamique confirme l'intégration croissante du paiement via TPE dans les comportements quotidiens, tandis que la hausse du montant moyen par transaction traduit une confiance accrue dans l'usage du paiement électronique pour des montants plus importants, selon le GIE Monétique.

Concernant le paiement mobile, le nombre de transactions intra-bancaires (entre les clients d'une même banque) réalisées via QR code a augmenté de 19 % sur un an, atteignant 69,3 millions d'opérations pour un montant global de 57,3 milliards de dinars. Quant aux transactions P2P (transfert direct d'argent de compte à compte) intra-bancaires, l'année 2025 a confirmé la tendance haussière observée en 2024, avec 47,5 millions de transferts (+31 %) pour un montant de 647,4 milliards de dinars.

Cette évolution met en évidence le rôle majeur des transferts P2P dans la circulation des fonds entre particuliers, porté par la simplicité d'utilisation, la mobilité, la rapidité et la fiabilité du service.

Par ailleurs, l'année 2025 a été marquée par le lancement du paiement mobile interbancaire. Ce nouveau service, lancé officiellement, en janvier 2025, sous l'appellation «DZ. Mob Pay», repose sur l'interopérabilité assurée par le switch mobile national mis en service en juin 2024.

Le dispositif compte actuellement sept banques pilotes, avec une extension progressive prévue à l'ensemble des acteurs interbancaires.

Selon le bilan du GIE Monétique, DZ Mob Pay comptait à fin décembre 95.014 comptes particuliers et 14.283 comptes commerçants. Ce service a cumulé, durant sa première année, 12.682 transactions par code QR et 44.369 transferts P2P, selon la même source. S'agissant des retraits par carte sur les distributeurs automatiques de billets (ATM), le nombre d'opérations a dépassé les 235 millions de transactions valides (+19 %), pour une valeur supérieure à 4.397 milliards de dinars (+19 %). Le nombre total d'ATM s'élève à 4.679, soit 737 distributeurs supplémentaires par rapport à 2024, traduisant les efforts soutenus des banques et d'Algérie Poste pour l'extension de leurs réseaux afin d'accompagner la croissance rapide du parc de cartes interbancaires, qui a dépassé 21,8 millions de cartes à fin 2025, tout en réduisant la pression sur les points de retrait existants, d'après les données du GIE Monétique.

Réunion du Gouvernement Routes, importation de moutons et sécurité hydrique au menu

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb a présidé mercredi une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen d'un projet de décret exécutif portant sur la réalisation d'une trémie à Cheraga (Alger), à l'état d'avancement de l'opération d'importation d'un (1) million de moutons en prévision de l'Aïd el-Adha, au plan national jeunesse 2025-2029, ainsi qu'aux grands projets liés à la sécurité hydrique, indique un communiqué des Services du Premier ministre.

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme de développement et de modernisation du réseau routier de la capitale, le Gouvernement a examiné un projet de décret exécutif portant déclaration d'utilité publique de l'opération de réalisation d'une trémie au niveau de la commune de Cheraga, wilaya d'Alger.

La réalisation de cette trémie, située au lieu-dit "El-Karia" sur la RN 41 et dont les travaux connaissent un taux d'avancement atteignant les 60%, a pour objectif la décongestion de cette zone et la fluidification de la circulation entre les localités de Cheraga, Bouchaoui et Ain Benian. Par ailleurs, le Gouvernement

a entendu une communication sur l'état d'avancement de l'opération d'importation d'un (1) million de moutons en prévision de l'Aïd el-Adha 2026.

Cette mesure, ordonnée par le Président de la République, s'inscrit dans un programme de soutien au pouvoir d'achat des citoyens et vise à stabiliser les prix de la viande rouge et à garantir la disponibilité du cheptel pour le sacrifice de l'Aïd.

A cet effet, le secteur de l'agriculture a procédé à la conclusion des accords sanitaires et commerciaux afin de garantir les meilleures conditions pour l'acheminement et la distribution des bêtes, notamment en coordination avec les services vétérinaires et douaniers pour assurer la conformité sanitaire et la traçabilité.

Le Gouvernement a également entendu une communication sur le plan national jeunesse 2025-2029, qui s'inscrit dans le cadre de la prise en charge des questions liées à la jeunesse et de l'accompagnement de ses aspirations et ce, en concrétisation des engagements du Président de la République visant à renforcer le rôle de la jeunesse en tant qu'axe fondamental du proces-

sus de développement national global et durable.

Il s'agit d'un cadre d'action national intégré et unifié, basé sur la coordination des politiques et des programmes publics destinés à la jeunesse, avec un mécanisme d'évaluation basé sur des indicateurs de performance pour mesurer l'atteinte des objectifs.

Ce plan national vise à contribuer à préparer une génération de jeunes algériens autonomes, créatifs et acteurs du développement national.

Enfin, et dans le cadre du suivi de la réalisation des grands projets publics, notamment en matière de sécurité hydrique, le Gouvernement s'est enquis de l'état d'avancement de la réalisation du barrage Sidi Khelifa, dans la wilaya de Tizi Ouzou, destiné à l'approvisionnement en eau potable de la zone nord de Tizi Ouzou et l'irrigation des terres agricoles ainsi que des travaux d'aménagement du barrage Bouzina, dans la wilaya de Batna, entré en service en juin 2024, qui assure l'alimentation en eau potable de la région montagneuse des Aurès et l'irrigation des terres agricoles, en particulier les vergers et les espaces arboricoles fruitiers.

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

L'Europe pourrait-elle un jour s'affranchir de sa dépendance aux

importations de gaz naturel ? Avant l'éclatement du conflit en Ukraine (février 2022), tout marchait comme sur des roulettes pour les pays de l'Union européenne, qui s'approvisionnaient à hauteur de 40% en gaz russe, par le biais de pipelines. Et dans le sillage de ce conflit, l'Union européenne a interdit l'achat, l'importation ou le transfert de pétrole brut russe transporté par voie maritime (décembre 2022) et de produits raffinés comme le gazole (février 2023), couvrant environ 90% des importations habituelles, alors qu'aucun embargo total n'a été décrété sur le gaz. Cependant, l'UE a fortement réduit sa dépendance, les livraisons étant divisées par trois en 2022.

Le gaz naturel liquéfié (GNL) russe continue toutefois d'être importé, avec des niveaux élevés enregistrés en 2024. Dans la foulée, pour sortir de sa dépendance au gaz russe, notamment, l'UE s'est tournée vers le GNL américain, d'où elle assure désormais près de 60% de ses besoins. C'était du temps du président Joe Biden, et l'Europe ne ressentait aucun souci dans le cadre de cet approvisionnement du côté de leur puissant allié de l'Ouest. Mais, les temps ont changé avec l'arrivée du président Trump, qui a provoqué pas mal de tensions avec les Européens, sur le plan commercial avec la hausse des tarifs douaniers et sur le plan sécuritaire, en reculant d'un pas en arrière en matière de financement de l'Otan. Enfin, il s'avère que le puissant allié n'est plus acquis à une coopération sans que ses intérêts ne soient protégés, voire à s'assurer des gains dans toute action menée sur le Vieux Continent.

Du coup, l'Europe se réveille avec devant ses yeux un nouveau piège, le piège américain con-

Un piège éternel ?

cernant sa dépendance aux approvisionnements en GNL américain. L'Europe

s'inquiète aujourd'hui de sa dépendance croissante aux importations du GNL américain. Tous les dirigeants politiques européens, ainsi que les experts, se rendent compte qu'en voulant éviter le piège de la dépendance aux importations du gaz russe, ils sont tombés dans le piège de la dépendance au GNL américain. N'est-il pas vain, pour les Européens, de chercher à éviter le « piège » de la dépendance aux importations de gaz d'une partie ou d'une autre du monde ?

Le renouvelable a été chanté comme la solution à cette dépendance, mais il est toujours difficile, voire impensable, de se libérer des importations de gaz et de pétrole, du moins pas avant de très nombreuses années encore. Des solutions existent pour diversifier les sources d'importation de gaz, à partir du Moyen-Orient (déjà en pratique), et il serait plus efficace pour eux de se tourner vers le Sud, vers l'Afrique, vers l'Algérie, qui est un partenaire très crédible, pour s'approvisionner en gaz, et à des prix moins chers. Pour le moment, l'Algérie à elle seule ne peut pas assurer tous les besoins en gaz des Européens, mais avec la réalisation du mégaprojet du gazoduc transsaharien (Nigéria-Niger-Algérie), on peut espérer une augmentation significative des exportations vers l'Europe. Et, il y a, bien sûr, un retour à la normale des relations entre l'UE et la Russie, qui pourrait conduire à l'annulation des sanctions contre les produits énergétiques russes et mettre plus à l'aise l'Europe. En somme, des relations pacifiées, un traitement gagnant-gagnant en matière de coopération dans le respect de la souveraineté des pays, sont les seuls garants pour l'Europe afin d'éviter ce « piège » de la dépendance aux importations de gaz.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Industrie automobile Vers l'élaboration d'un référentiel national d'intégration

Les pouvoirs publics affichent une volonté claire de rompre avec les dérives du passé dans le secteur automobile, en dépassant le simple assemblage pour s'orienter vers une véritable production locale fondée sur un taux d'intégration significatif, notamment à travers le développement de la sous-traitance nationale.



M.Aziza

Dans ce cadre, le Premier ministre Sifi Ghrieb a présidé mardi dernier une réunion ministérielle consacrée à l'installation d'un groupe de travail chargé d'élaborer un référentiel national d'intégration dans l'industrie des véhicules, des autobus et des motocycles, indique un communiqué des services du Premier ministre.

Ce référentiel constituera le document de référence pour le calcul des taux d'intégration réalisés par les constructeurs, condition essentielle pour bénéficier des avantages préférentiels prévus par le cadre législatif et réglementaire régissant cette activité. Il servira également de socle à la mise en place d'un réseau national intégré de sous-traitants spécialisés dans la fabrication de pièces et composants automobiles.

L'objectif est d'augmenter progressivement le taux d'intégration nationale, de jeter les bases d'une industrie automobile durable et de favoriser une insertion effective dans les chaînes de valeur internationales.

Selon le communiqué, cette initiative devrait contribuer à la création d'emplois durables dans les filières connexes, au renforcement du transfert de technologie, au développement des compétences nationales, ainsi qu'à la réduction de la facture d'importation des pièces détachées et composants.

Il convient de rappeler que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a été clair sur cette orientation en affirmant, lors d'une rencontre avec la presse l'an dernier, que tout constructeur souhaitant opérer en Algérie doit atteindre un taux d'intégra-

tion locale d'au moins 40%. Le dernier cahier des charges de l'industrie automobile en Algérie impose, en effet, une industrialisation réelle, avec un taux d'intégration progressive visant entre 30 et 40% à l'issue de la cinquième année d'activité.

Dans cette optique, les autorités misent notamment sur le secteur de la sous-traitance encore émergent, mais qui commence à s'imposer sur le marché automobile.

À titre d'illustration, en marge du Salon « Mécanica Algérie » récemment tenu à Oran, près de 35 accords ont été conclus entre opérateurs privés, constructeurs automobiles et fabricants de pièces de rechange. Parmi eux, quatre conventions ont été signées par Stelantis pour la production de véhicules Fiat, en partenariat avec des sous-traitants spécialisés dans les équipements et composants automobiles, selon les déclarations du commissaire du salon, Sofiane Kahil, à l'APS.

Par ailleurs, lors de la 18^e édition du Salon « Equip Auto Algérie » tenu au Palais des Expositions à Alger, plusieurs fabricants locaux ont mis en avant leurs capacités dans la production de pièces de rechange automobiles. Parmi les 60 exposants nationaux, une trentaine d'entreprises se sont distinguées dans la fabrication de pièces, d'huiles, de pneus et de batteries, avec des taux d'intégration appréciables.

D'ailleurs, un réseau national regroupant les producteurs locaux de pièces de rechange automobiles a été annoncé par les hautes autorités. Et ce, afin de dynamiser la sous-traitance industrielle et soutenir la montée en puissance de l'industrie automobile locale.

Ramadhan Echange de vœux entre Tebboune et son homologue tunisien

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a eu un entretien téléphonique avec son frère, le président de la République tunisienne, pays frère, M. Kaïs Saïed, au cours duquel il lui a présenté ses vœux, à l'occasion de l'avènement du mois sacré de Ramadhan, lui souhaitant, ainsi qu'au peuple tunisien frère, davantage de bien-être et de prospérité, a indiqué mercredi un communiqué de la Présidence de la République.

"Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a eu un entretien téléphonique avec son frère, le président de la République tunisienne, pays frère, M. Kaïs Saïed, au cours duquel il lui a présenté ses vœux, à l'occasion de l'avènement du mois sacré, lui souhaitant, ainsi qu'au peuple tunisien frère, davantage de bien-être et de prospérité", lit-on dans le communi-



qué. A son tour, "le président tunisien a adressé ses vœux à son frère le Président, à l'occasion de l'avènement du mois sacré de Ramadhan, lui souhaitant, ainsi qu'au peuple algérien, davan-

tage de prospérité et de sérénité". Par la même occasion, les deux Présidents ont "évoqué les relations bilatérales fraternelles et solides", conclut la même source.

Raïna
Raïkoun
Ahmed Farrah

À l'arrivée du Ramadhan, nos villes entrent dans une fièvre ancienne. Les marchés s'embrasent comme des ruches soudain réveillées, et le sacré semble s'y négocier au poids des denrées. Les voix se croisent, s'entrechoquent, les paniers débordent, les prix s'envolent avec la légèreté cynique des saisons qui se répètent. On invoque les lois de l'offre et de la demande comme on récite un verset rassurant, pour ne pas regarder en face une vérité plus nue : ce n'est pas la faim qui nous gouverne, mais la peur du manque.

Le paradoxe, lui, demeure intact. Le mois de la retenue devient celui de l'abondance tapageuse. Le temps du retrait se change en parade éclatante. Là où l'âme devait respirer plus large que le corps, les cuisines s'emplissent d'un tumulte fervent, et les tables se dressent comme des monuments à la démesure. Les plats s'alignent, fastueux, comme si l'on voulait conjurer en un instant l'épreuve de toute une journée. Le jeûne, jadis maître silencieux de patience, s'efface parfois derrière la promesse du festin. Il ne tranche plus nos excès comme une lame fine ; il devient l'antichambre d'une profusion qui rassure. Nous guettons la vapeur des marmites davantage que l'éclat des étoiles, alors que ce sont elles

Les heures claires et l'ombre des excès

qui, depuis toujours, murmurent la délivrance.

Pourtant, la faim n'est pas une ennemie à terrasser. Elle fut une école. Elle

apprenait la fragilité, rappelait l'humilité, ouvrait un passage vers celui qui ne rompt pas le jeûne, non par foi, mais par contrainte. Elle élargissait la main et allégeait le cœur. Aujourd'hui, sous les LED des vitrines et l'éclat des étals, la solidarité avance à pas feutrés. Elle n'a pas disparu ; elle hésite seulement, comme intimidée par le faste qui s'impose. La fraternité ne fait plus de bruit, elle se glisse dans un geste discret, un paquet, une boîte, une bouteille déposés dans un panier sans témoin, entre les rayons d'une supérette.

Et pourtant, malgré nos dérives et nos contradictions, une grâce persiste. Quelque chose d'indéfinissable descend sur nos soirées. Les rues changent de souffle, les familles se rapprochent, les rancunes s'étiolent. Une douceur fragile circule, comme une mémoire ancienne qui refuse de s'éteindre. Peut-être est-ce l'âme du mois qui résiste à nos excès. Peut-être est-ce la fidélité silencieuse de ceux qui nous ont précédés. Quoi qu'il en soit, au cœur même de nos débordements, une lumière demeure. Elle vacille parfois, mais ne s'éteint pas.

Ramadhan Karim à toutes et à tous.

Postes de responsabilité au sein des directions de la Santé Début de l'examen des candidatures

La commission centrale chargée de l'examen des candidatures à la nomination aux postes de responsabilité au niveau des directions de la Santé et de la Population (DSP) des wilayas et des établissements publics de santé a entamé ses travaux, indique mercredi un communiqué du ministère de la Santé. "En application des orientations du ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene, visant à renforcer la gouvernance du secteur de la santé et à consolider les principes de transparence et d'objectivité dans l'accès aux postes de responsabilité, la commission centrale chargée de

l'examen des candidatures à la nomination aux postes de responsabilité des DSP et des établissements publics de santé, et installée le 6 janvier 2026, a entamé ses travaux", précise la même source.

Instituée auprès du ministre de la Santé et présidée par le Secrétaire général du ministère, cette commission regroupe l'inspecteur général et les directeurs généraux ainsi qu'un directeur des ressources humaines et un directeur de l'organisation, du contentieux et de la coopération".

Elle est chargée de "l'examen des dossiers selon une grille d'évaluation normative et ob-

jective, dans le but de sélectionner les compétences qualifiées pour occuper les postes de responsabilité au niveau des DSP et des établissements publics de santé", ajoute la même source, précisant que "cette démarche tend également à promouvoir les compétences locales, de manière à renforcer l'efficacité de la gestion et à améliorer les performances du service public de santé". Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts du ministère visant à "promouvoir le professionnalisme dans la gestion et la compétence administrative et à améliorer la qualité des services de santé fournis", conclut la même source.

PIPELINES, PUISSANCE ET SAHARA

■ Algérie-Niger : le ré-ancrage discret de l'axe sahélien

Par Laala Bechetoula

La récente visite officielle du chef de l'État nigérien en Algérie appartient à cette catégorie d'événements dont la portée réelle n'apparaît qu'avec le recul. Ce qui pourrait passer pour une simple normalisation diplomatique s'inscrit en réalité dans un réajustement plus profond : la réactivation d'un axe nord-sud capable de redessiner l'architecture géopolitique de l'Afrique du Nord et du Sahel à un moment où l'ordre mondial lui-même se reconfigure.

Le système international évolue aujourd'hui d'une hiérarchie rigide vers une configuration multipolaire plus diffuse. Les États-Unis demeurent centraux, mais de plus en plus dispersés sur plusieurs théâtres. La Chine étend son empreinte économique en Afrique tout en évitant des engagements sécuritaires lourds. La Russie se repositionne de manière sélective. Les États du Golfe investissent massivement dans les ports, la logistique et les ressources minières. L'Europe, quant à elle, cherche à stabiliser ses approvisionnements énergétiques dans un contexte de dépendances structurelles révélées ces dernières années. L'influence n'est plus concentrée dans un centre unique : elle circule à travers les réseaux, les infrastructures et les corridors. Dans un tel environnement, la géographie redevient un facteur de puissance. Peu d'États sont aussi bien placés que l'Algérie pour transformer leur position géographique en levier stratégique.

S'étendant de la Méditerranée jusqu'au cœur du Sahara, l'Algérie relie les marchés énergétiques européens au Sahel et à l'Afrique de l'Ouest. Elle partage des frontières avec le Mali, le Niger et la Libye, dont la stabilité conditionne directement la sienne. Elle demeure l'un des principaux fournisseurs de gaz de l'Europe et s'appuie sur une tradition diplomatique fondée sur l'autonomie et la médiation. Ces atouts ne produisent pas automatiquement un leadership, mais ils en constituent les bases si une stratégie cohérente, des infrastructures robustes et une coordination politique durable viennent les soutenir.

Pour comprendre la posture actuelle de l'Algérie au Sahel, il faut rappeler un chapitre déterminant de son histoire récente. Dans les années 1990, le pays a affronté une insurrection terroriste d'ampleur dans un contexte d'isolement relatif. Il a résisté, s'est adapté et a fini par vaincre cette menace en s'appuyant largement sur ses propres capacités institutionnelles. Cette expérience a laissé des traces profondes, mais elle a aussi produit des structures sécuritaires renforcées et une doctrine stratégique toujours à l'œuvre : la stabilité intérieure est indissociable de la stabilité du voisinage, et la sécurité durable repose sur la coordination, le développement et le renforcement des capacités plutôt que sur la substitution extérieure.

Cette mémoire stratégique éclaire l'engagement actuel de l'Algérie dans son environnement sahélien. Longtemps considéré comme l'une des « zones molles » du continent africain, le Sahel est passé du statut de périphérie à celui de carrefour. Ce qui était perçu comme un simple arc d'instabilité est désormais compris comme un espace de circulation reliant ressources énergétiques, richesses minières,

Les tournants de l'histoire ne s'annoncent que rarement avec fracas. Ils s'installent en silence, à travers des canaux rouverts, des corridors réactivés et des États qui choisissent la coordination plutôt que la distance.

routes migratoires et réseaux de transport émergents. Les retraits militaires occidentaux n'ont pas mis fin aux influences extérieures, mais les ont diversifiées. Les États de la région cherchent à affirmer leur souveraineté. La carte stratégique se redessine.

Dans ce contexte, les récents échanges de haut niveau entre Alger et Niamey prennent une dimension structurante. La visite officielle du président du Niger en Algérie a dépassé la simple courtoisie diplomatique. Elle a entériné la réactivation d'un corridor stratégique où se croisent trois dimensions indissociables : énergie, infrastructures et sécurité. Les invitations réciproques, la volonté d'instaurer des consultations régulières et la mise en place de mécanismes de suivi témoignent d'une intention de passer d'une coopération ponctuelle à un alignement stratégique plus institutionnalisé. Le ton et la mise en scène de la visite traduisent une volonté d'inscrire cette dynamique dans la durée.

La question énergétique se trouve au cœur de ce réajustement. Le projet de gazoduc transsaharien reliant les réserves nigériennes aux terminaux méditerranéens via le Niger et l'Algérie a retrouvé une importance stratégique majeure. La quête européenne de diversification énergétique, la nécessité pour le Nigeria de sécuriser ses voies d'exportation et le rôle du Niger comme pays de transit convergent le long de cet axe. L'impulsion politique issue des récentes rencontres, conjuguée aux signaux d'une possible accélération des phases d'exécution sous pilotage technique de Sonatrach, laisse entrevoir un passage progressif de la phase d'étude à celle de la mise en œuvre. S'il se concrétise, ce gazoduc ne transportera pas seulement du gaz : il reliera des marchés et des États sur des milliers de kilomètres, positionnant l'Algérie comme pivot d'une chaîne énergétique transafricaine.

Dans la géopolitique contemporaine de l'énergie, le contrôle des corridors de transit confère souvent une influence plus durable que la possession des ressources elles-mêmes. Les corridors créent de l'interdépendance, structurent l'espace et consolident la souveraineté. Le gazoduc transsaharien apparaît ainsi moins comme un projet industriel isolé que comme une colonne vertébrale stratégique capable de reconfigurer l'économie spatiale de l'Afrique du Nord et de l'Ouest. Son avancement rebat également les cartes face à des projets concurrents visant à orienter le gaz ouest-africain vers d'autres routes atlantiques. Lorsque les projets passent du concept à la réalisation, la géographie et la faisabilité reprennent souvent le dessus.



La faisabilité de telles infrastructures n'est pas théorique. Le réseau gazier interne de l'Algérie a démontré sa capacité à déployer des pipelines sur des centaines de kilomètres en plein désert, reliant les champs du Sud au hub de Hassi R'mel dans des conditions extrêmes. Ces lignes ont non seulement acheminé le gaz, mais aussi intégré des régions éloignées au tissu national, créant des axes logistiques susceptibles de s'étendre au-delà des frontières.

Cependant, l'énergie ne suffit pas à définir l'influence. La connectivité en est le véritable moteur. En Afrique, la géopolitique se lit désormais à travers les infrastructures. Routes, voies ferrées, pipelines et réseaux numériques structurent les flux commerciaux et les investissements. Le réseau routier transsaharien, le développement des régions du Sud et les grands projets miniers comme celui de Gara Djebilet peuvent transformer l'Algérie en nœud logistique entre l'Afrique subsaharienne et le bassin méditerranéen. Avec l'avancée de la Zone de libre-échange continentale africaine, les axes nord-sud fiables deviendront des atouts stratégiques décisifs.

La dimension sécuritaire reste centrale. Les limites des stratégies de stabilisation externalisées au Sahel sont désormais visibles. L'approche algérienne, fondée sur le partage de renseignement, la formation et le développement, a souvent été qualifiée de prudente. Elle pourrait pourtant s'avérer plus durable. En créant de l'interdépendance institutionnelle et économique, elle ancre l'influence dans la durée. L'expérience de l'Algérie dans la lutte contre le terrorisme renforce sa crédibilité dans ce domaine.

L'Afrique du Nord évolue par ailleurs selon des trajectoires stratégiques divergentes. Le Maroc a renforcé ses coopérations sécuritaires et technologiques avec Israël et consolidé son ancrage dans des dispositifs occidentaux. L'Algérie a choisi une voie différente, centrée sur l'autonomie stratégique, la diversification des partenariats et la stabilisation sahélienne. La région se structure ainsi moins autour d'une confrontation directe que d'une concurrence entre modèles d'intégration et d'influence.

Les évolutions diplomatiques récentes suggèrent une normalisation à géométrie variable au Sahel. Avec le Niger, la reprise de la coordination est manifeste. Avec le Burkina Faso, la coopération sectorielle reprend de manière pragmatique. Le dossier malien demeure plus complexe. Les relations entre Alger et Bamako ont été marquées par des tensions ces dernières années. Toutefois, des signaux discrets

circulent. Des informations non confirmées évoquent la possible reprise de la représentation diplomatique malienne à Alger. Si elles se confirmaient, elles ne signifieraient pas un retour complet à la normalité, mais pourraient constituer un premier pas vers la restauration d'un dialogue institutionnel.

La prudence reste de mise. Le dossier malien évoluera probablement plus lentement. Mais la tendance générale indique un réancrage progressif des relations méridionales de l'Algérie autour d'une logique de corridors, d'infrastructures et de souveraineté coordonnée. La géographie impose ses propres contraintes et ses propres rapprochements.

Pour l'Algérie, l'opportunité est réelle mais non automatique. Les atouts structurels doivent se traduire en réalisations concrètes. Les projets doivent passer du stade des plans à celui de l'exécution. Le Sud doit devenir une porte d'entrée vers l'Afrique plutôt qu'une périphérie. Les partenariats énergétiques doivent s'inscrire dans une stratégie industrielle et logistique plus large. La crédibilité diplomatique doit s'accompagner de résultats tangibles.

L'axe renouvelé entre Alger et Niamey offre un aperçu de ce que pourrait devenir cet espace : une sphère nord-sud reliant la Méditerranée aux routes sahéliennes et aux ressources ouest-africaines. Dans un monde où l'influence circule par les corridors plus que par les déclarations, les États qui structurent ces axes façonnent l'ordre à venir. L'Algérie se trouve à l'intersection de lignes déterminantes. Sa géographie lui donne la portée, son énergie lui donne le levier, son expérience lui donne la résilience et sa diplomatie lui donne la crédibilité.

RESTE L'ESSENTIEL : L'EXÉCUTION.

Les grandes inflexions ne se révèlent qu'avec le temps, lorsque les réseaux se consolident et que les alignements se stabilisent. Ce qui se met en place aujourd'hui entre l'Algérie et ses voisins du Sud pourrait être perçu demain comme l'un de ces moments où infrastructures, mémoire stratégique et géographie ont convergé pour redessiner la carte du Sahel et de l'Afrique du Nord.

Les États qui maîtrisent les corridors structurent le siècle. L'Algérie se trouve déjà sur les lignes qui comptent. La question n'est plus de savoir si elle possède des leviers, mais si elle saura transformer sa géographie, son expérience et ses infrastructures en puissance durable dans un monde multipolaire.

Si la Tripartite Gouvernement-Ugta-Patronat m'était contée !



Par Cherif Ali*

La pertinence de la tripartite (gouvernement, syndicat(s) et patronat) est sujette à débat ; certains la considèrent comme un outil dépassé face aux défis actuels, tandis que d'autres la voient toujours comme un cadre pertinent pour la concertation sociale, surtout si elle est adaptée. Les critiques estiment que ses mécanismes sont trop lents, inadaptés à des crises économiques et sociales rapides et qu'ils ne prennent pas toujours en compte toutes les parties prenantes.

PETIT RAPPEL HISTORIQUE

S'inspirant de ce qui se faisait ailleurs, le président Liamine Zeroual, en son temps, et en accord avec le défunt Abdelhak Benhamouda, secrétaire général de l'UGTA de l'époque, avaient recouru à la fameuse « table triangulaire » appelée depuis tripartite, pour lui fixer des « compromis » nécessaires à la paix sociale.

Au fil du temps, cette tripartite était apparue comme un rituel médiatique où les acteurs, à la fin, étaient là pour parachever un document préparé à l'avance, en « haut lieu », et rédigé dans le plus pur style de langue de bois, que d'aucuns, parce qu'ils avaient un intérêt certain, n'avaient pas hésité à présenter comme un succès :

1. Le syndicat, s'était approprié l'abrogation de l'article 87 bis.
2. Le patronat avait profité de l'allègement fiscal, de l'accès au crédit et du foncier
3. Le gouvernement avait bénéficié d'un « sursis », pensant qu'il avait tout fait pour apaiser le front social.

RETOUR SUR LES TRIPARTITES PASSÉES

En réalité, et nul ne l'ignorait depuis 1991, date de la tenue de la première tripartite qui s'était déroulée dans des conditions économiques et politiques particulières, les tripartites suivantes avaient été organisées pour donner l'impression que chaque corporation, autant celle des patrons que celle des travailleurs, avait voix au chapitre et que les acquis étaient le fruit de négociations ardues. Pourtant, et c'était un secret de Polichinelle, les décisions étaient prises d'avance, ou sous la pression, pour ce qui était, par exemple, de la tripartite de 1991, du Fond Monétaire International (FMI).

Et à chaque rencontre, l'inamovible Secrétaire Général de l'UGTA, s'appropriait le premier rôle, faisait son show, tel le directeur du cirque « Barnum », pour éblouir des travailleurs exsangues, mais néanmoins, sensibles au moindre dinar d'augmentation agité sous leur nez.

Il faudrait dire à ce propos, que même si le Salaire National Minimum garanti (SNMG) avait triplé depuis 12 ans, passant de 6000 dinars à 18000 dinars, il était loin de confier aux travailleurs un pouvoir d'achat conséquent, en rapport avec l'inflation à deux chiffres que connaissait le pays.

Et aussi rappeler, que la seule fois où les choses avaient été prises en compte, sérieusement, c'était le 28 mai 2011 ou avait été organisée une session spéciale consacrée « à la recherche des voies et moyens pour soutenir le développement de l'entreprise économique et améliorer le climat des affaires ».

Discours redondant et sans effets, malheureusement, sinon comment expliquer que depuis des décennies que l'on parlait d'entreprise et aussi de « la nécessité de favoriser la production nationale et de la diversifier », on était loin, très loin même des perfor-

mances des pays voisins, dont on n'arrivait même pas à exploiter les difficultés conjoncturelles qu'ils rencontraient, comme par exemple dans le secteur touristique. Pourquoi en ces temps-là, n'arrivait-on pas à mettre en place des politiques économiques viables ?

Fallait-il, pour autant, revenir au bon ministère de la planification, pour mettre de l'ordre dans ce « désordre » ?

Si les investissements algériens ne trouvaient pas intérêt à aller vers la production nationale, vers la création de l'emploi, il ne fallait pas s'étonner, encore moins, s'attendre à ce que les investisseurs étrangers, qu'il y ait la règle du 51/49%, ou même l'inverse, fassent preuve de plus d'engagement !

L'entreprise, paradoxalement, restait au cœur de tous les discours politiques, elle était conjuguée à tous les temps, mais de mesures positives sur le terrain, point.

Entre temps, les conflits à l'intérieur de l'entreprise s'intensifiaient et ils étaient toujours perçus négativement alors qu'ils portaient, en général, sur des revendications socioprofessionnelles, avérées.

L'UGTA pendant ce temps-là se contentait d'observer les grèves, à partir du banc de touche, pendant que les syndicats, autonomes agissaient et gagnaient en crédibilité, même si, fallait-il l'admettre l'action de certains d'entre eux n'était pas dénuée d'arrière-pensée politicienne.

La 17ème tripartite (tout comme celles qui l'ont suivi), n'avait pas été exceptionnelle par son contenu, tel qu'annoncé à savoir la relance économique, la redéfinition du SNMG et le retour au crédit à la consommation qui avaient été annoncés depuis longtemps.

Les discussions s'étaient plutôt attardées sur le fameux article 87 bis, dont le « sort » avait été, pourtant, « décidé » et même « réglé », semblait-il, lors d'un conseil des ministres. (A l'insu du plein gré du directeur du cirque Barnum d'alors)

Ces évaluations, disparates, illustraient on ne peut mieux, la faiblesse des outils économiques du pays, mais aussi des incertitudes qui portaient sur le cadre réglementaire relatif à l'application « pratique » de l'abrogation de l'article 87 bis, ce qui faisait dire au patron de l'UGTA que « même si les travailleurs ne profitaient pas des augmentations prévues dès le 1er janvier 2015, ils percevaient, conséquemment, un rappel depuis cette date ! ». Mais les conséquences ne s'arrêtaient pas là, puisqu'en matière de réactions en chaîne, on annonçait, d'ores et déjà, une aggravation de la facture des importations et un déficit estimé entre « 4 à 8 milliards de dollars » dû à l'accélération de la chute du baril de pétrole.

PENDANT CE TEMPS-LÀ, ON CONTINUAIT, DANS NOTRE PAYS, À SE REJETER LA BALLE !

Ce n'était pas moi c'était l'autre, ou l'éternelle chicanerie du rôle de l'Etat régulateur, de la responsabilité des producteurs, de la non-maîtrise des prix des matières premières qu'on ne produisait pas, de l'anarchie de la consommation, de la faiblesse de l'agriculture, de l'industrie et de cette sata-née facture alimentaire qui grimpait etc.

On retrouvait aussi la même agitation du côté des travailleurs pour cause de pouvoir d'achat en berne, d'inflation galopante et des prix qui s'envolaient, qu'on réglait à coup de subventions, ce qui ajoutait encore au désordre social et partant contribuait à augmenter l'inflation.

De ce qui précède, force est d'admettre que la tripartite restait un « faire valoir » de l'exécutif, tant qu'en haut lieu on refusait d'élargir cet « espace de concertation » au plus grand nombre d'intervenants et autres experts pour débattre de la thématique qui consistait à plancher sur « le passage d'une économie de rente à une économie de pro-

duction seule manière de réhabiliter la notion de productivité et de relier les revenus à la production » !

Et toutes ces promesses sans lendemain de tous ces défenseurs de la production nationale et à leur tête le Secrétaire Général de l'UGTA pour défendre cette idée « d'offre abondante pour se substituer à l'importation » et réduire la facture de l'importation ?

● Par quel artifice comptaient-ils réduire la facture alimentaire ?

Elle s'élevait à 6 milliards de dollars, qui à les entendre parler « était de la faute de la population qui n'arrivait pas à gérer son estomac », alors que, nul ne l'ignorait, le problème était à rechercher dans les facilités obtenues par tous ces profiteurs de « l'import-import » qui accédaient au matelas des devises sans problèmes ?

● Est-ce à dire que la tripartite n'intéressait personne, qu'elle perdait, peu à peu, de sa crédibilité ?

Non bien sûr, puisque les patrons, même dispersés, trouvaient toujours leurs comptes et pouvaient même demander davantage de facilitations et de mesures attractives, notamment, concernant le foncier.

Il restait les déçus, c'était tous ceux qui étaient de l'autre côté du miroir et qui se réveilleraient avec la gueule de bois, conséquemment aux titres affichés par leurs quotidiens nationaux : « La tripartite avait encore une fois, accouché d'une souris », ce qui faisait dire, au plus grand nombre, à tort ou à raison peut-être que la tripartite n'était qu'un « faire valoir » de l'exécutif qui continuait à tirer les ficelles, dans l'ombre, pour domestiquer encore plus le syndicat et son chef auquel il faisait miroiter un prochain mandat et le patronat auquel il consentait le plus de largesses possibles !

AUTRES TEMPS, AUTRES MŒURS !

« L'Etat, c'est l'Etat et l'argent, c'est l'argent », avait affirmé Abdelmadjid Tebboune, alors tout nouveau Premier ministre début juin. Nommé le 24 mai 2017, l'ancien ministre de l'Habitat a été qualifié par la presse algérienne de « Monsieur Propre ». 80 jours plus tard, il est remplacé par « Monsieur sales besoins », selon sa propre définition, et... trois fois Premier ministre depuis 1995.

Pour la presse algérienne, Abdelmadjid Tebboune avait payé le prix fort pour avoir voulu s'en prendre à l'oligarchie. Il avait non seulement tenté de limiter les importations, secteur très sensible détenu par une poignée de personnes, mais aussi éloigner les lobbys de la politique.

En juillet, le gouvernement avait adressé une série de mises en demeure à plusieurs grandes entreprises algériennes ou étrangères adjudicataires d'importants marchés publics d'infrastructure, jugeant les chantiers en retard et menaçant de résilier les contrats. « Une victoire des milieux d'affaires, non pas sur Tebboune mais contre l'Etat », « Tebboune avait essayé de toucher aux intérêts de certains oligarques qui appartenaient au clan présidentiel comme Ali Haddad, le patron des patrons ».

Tout cela, quelques jours avant la tenue de la tripartite à Ghardaia qui promettait d'être « révolutionnaire » sur tous les plans, mais les oligarques prédateurs et leurs complices dans les rouages du pouvoir et du syndicat-maison en avaient décidé autrement !

● Depuis, Abdelmadjid Tebboune avait été élu Président de la République le 19 décembre 2019.

Et les événements lui ont donné raison ! * Et à chaque fois que l'occasion lui est donnée, il ne manque jamais de souligner l'impératif d'efficacité dans la prise de déci-

sion, pour éviter les erreurs du passé, notamment celles ayant caractérisé la « décennie de la mafia », en référence aux années antérieures à 2019 et « les discours mensongers du passé, notamment ceux évoquant l'incapacité du trésor public à régler les salaires des travailleurs, ou encore ceux évoquant un pseudo-amenuisement des réserves de change, tout en mettant en lumière la corruption qui avait gangrené tous les secteurs » !

Ces pratiques visaient en fait, à démoraliser les Algériens et à livrer le pays aux mains de l'étranger, en plaçant l'Algérie sous la tutelle du fonds monétaire international.

Aujourd'hui, le Président Tebboune semblerait favorable à un retour de la tripartite : « C'est par le biais de l'échange des idées dans un cadre dédié que l'on peut construire, à condition que l'action soit toujours motivée par un engagement en faveur de l'intérêt national », a-t-il dit en précisant « que la configuration ou l'appellation du mécanisme qui encadrera ce dialogue importait peu, l'essentiel est qu'il puisse contribuer à l'amélioration de la situation des travailleurs, mais également à éviter les conflits ».

De même importance, le retour à la tripartite « sous de nouveaux habits » se présente également comme une halte, un point d'ordre :

- Pour établir les bilans des travaux des chantiers ouverts, autant sur le front économique que social, établir les feuilles de route sur les indicateurs réels
- mettre en valeur et en exploitation la disposition des protagonistes de la scène socio-économique et leurs capacités à relever les défis de l'heure.

De ce qui précède, on peut tirer deux types d'arguments concernant la pertinence ou pas, de la Tripartite gouvernement-syndicat(s)-patronat :

Elle reste un lieu de dialogue important pour négocier des réformes et des accords d'ampleur nationale, même si son rôle et son efficacité sont constamment réévalués.

C'est un forum de discussion privilégié pour aborder les grandes réformes économiques et sociales, permettant d'inclure les partenaires sociaux (syndicats et patronat) dans les décisions qui les concernent.

Elle représente une forme de concertation sociale qui, même avec des limites, permet de négocier des accords sur des sujets comme le salaire minimum ou les réformes du marché du travail.

Son fonctionnement peut être adapté pour répondre aux crises actuelles, en variant les formats de discussion et en impliquant de nouvelles parties prenantes si nécessaire.

A contrario on peut lui reprocher sa lenteur et inefficacité à travers ses processus de négociation qui peuvent être longs et complexes, ce qui la rend moins efficace en temps de crise où une action rapide est nécessaire. Elle peut malheureusement constituer un facteur de risque de blocage : Les divergences d'intérêts entre le gouvernement, les syndicats et le patronat peuvent entraîner des blocages, paralysant les réformes.

En l'état, la tripartite ne représente pas toujours toutes les parties prenantes et les divergences au sein même des organisations syndicales ou patronales peuvent compliquer les négociations.

Pour conclure La tripartite n'est pas nécessairement obso-lète, mais son efficacité dépend de sa capacité à s'adapter aux contextes actuels. Son rôle est en constante négociation, et son avenir dépendra de sa capacité à rester un outil pertinent pour le dialogue social ou de sa transformation pour mieux répondre aux enjeux sociaux du monde du travail, aux aspirations des travailleurs et des réformes économiques

*Ancien cadre supérieur de l'Etat
*Abdelmadjid Tebboune : les événements ne lui ont-ils pas donné raison ? par Cherif Ali (Le Quotidien d'Oran) du 14 juillet 2019.

Algérie : Pour une doctrine climatique nationale

Gouverner les cycles naturels au service de la souveraineté

Par El Habib Ben Amara*

Le changement climatique n'est plus une variable environnementale parmi d'autres : il redessine les équilibres économiques, sociaux et stratégiques des nations. Dans l'espace méditerranéen, zone de vulnérabilité climatique accrue, les tendances récentes sont claires : hausse des températures, stress hydrique prolongé, épisodes pluvieux intenses et pression croissante sur les systèmes agricoles.

Pour l'Algérie, pays à forte composante aride et semi-aride, cette réalité ne se limite pas à un défi écologique : elle touche directement la souveraineté hydrique, alimentaire, énergétique et territoriale. La réponse ne peut être sectorielle. Elle exige une approche intégrée, articulant mobilisation des ressources, modernisation agricole, diversification énergétique et aménagement du territoire au sein d'une doctrine nationale cohérente, capable d'anticiper plutôt que de corriger, de protéger plutôt que de réparer, et de structurer plutôt que de fragmenter.

Le XXI^e siècle sera celui des nations capables de gouverner les cycles naturels avec intelligence, méthode et constance. L'Algérie possède les ressources humaines, territoriales et technologiques pour inscrire cette ambition stratégique dans la durée.

Un enjeu stratégique global

La souveraineté au XXI^e siècle ne se limite plus aux dimensions militaires ou économiques traditionnelles. Elle inclut désormais :

- la capacité à sécuriser l'eau,
- la résilience des sols agricoles,
- la stabilité des infrastructures,
- l'autonomie énergétique,
- l'équilibre des territoires.

Dans ce contexte, les investissements engagés par l'État algérien — développement du dessalement, modernisation hydraulique, soutien à l'agriculture, déploiement des énergies renouvelables — constituent des fondations solides.

Il s'agit désormais d'inscrire ces actions dans une architecture stratégique cohérente, anticipant avec précision les trajectoires climatiques

pour les décennies à venir..

De la gestion sectorielle à l'intégration systémique

Une doctrine climatique intégrée repose sur un principe simple : Les cycles naturels sont interconnectés.

L'eau, le sol, la végétation, l'énergie et l'aménagement urbain forment un système unique.

Agir sur un élément influence les autres.

Par exemple :

- Un sol vivant augmente l'infiltration de l'eau.
- Une meilleure infiltration réduit les inondations.
- Moins d'inondations diminue les coûts d'infrastructure.
- Une végétalisation adaptée réduit les îlots de chaleur.
- Une meilleure gestion énergétique limite la pression sur les ressources.

La cohérence stratégique consiste à aligner ces dynamiques.

La sécurité hydrique : au-delà de la mobilisation

L'Algérie a considérablement renforcé ses capacités de mobilisation de l'eau à travers barrages, transferts et stations de dessalement.

Mais la résilience hydrique repose également sur :

- la recharge des nappes,
- la gestion intelligente des eaux pluviales,
- la préservation des bassins versants,
- la modernisation de l'irrigation.

Dans les régions oasiennes et montagnardes, des savoirs traditionnels ont historiquement intégré la logique de ralentissement et d'infiltration de l'eau. Leur valorisation, combinée aux technologies modernes, renforce l'efficacité des investissements nationaux.

La souveraineté hydrique devient ainsi un équilibre entre infrastructure lourde et gestion territoriale fine.

- **La souveraineté alimentaire et la santé des sols**

La sécurité alimentaire dépend autant des volumes produits que de la stabilité des systèmes agricoles.

Les projections climatiques invitent à :

- adapter les variétés culturales,

- renforcer l'efficacité de l'irrigation,
- préserver la fertilité biologique des sols,
- diversifier les productions selon les zones agro-climatiques.

Un sol dégradé réduit la capacité de stockage d'eau et fragilise les rendements.

Un sol vivant constitue une assurance naturelle.

L'intégration du climat dans la politique agricole nationale permet d'accroître la productivité tout en consolidant la durabilité. L'énergie et la transition maîtrisée

L'Algérie dispose d'un potentiel solaire parmi les plus importants au monde.

La diversification énergétique :

- renforce l'autonomie stratégique,
- réduit la pression interne sur les ressources fossiles,
- ouvre des perspectives industrielles et technologiques.

La transition énergétique, dans le contexte algérien, ne relève pas d'une rupture brutale. Elle s'inscrit dans une logique progressive et maîtrisée, compatible avec les priorités nationales de développement.

Les villes face au climat futur

Les centres urbains concentrent population, infrastructures et activité économique.

L'adaptation climatique urbaine implique :

- une gestion intégrée des eaux pluviales,
 - la création d'îlots de fraîcheur,
 - l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments,
 - une planification territoriale intégrant les projections climatiques.
- L'anticipation réduit les coûts futurs et protège les investissements publics.
- Intégrer le climat dans la décision publique
- Une doctrine climatique intégrée suppose :**
- des évaluations d'impact climatique systématiques pour les grands projets,
 - des indicateurs nationaux de résilience,
 - une coordination intersectorielle renforcée,
 - un appui scientifique structuré.

La recherche universitaire, les centres d'expertise et les institutions techniques constituent des partenaires essentiels.

L'intégration scientifique renforce la qualité de la décision publique.

Une opportunité économique et sociale

La résilience climatique génère :

- des emplois qualifiés,
- des opportunités industrielles,
- un développement rural stabilisé,
- une montée en compétence technologique.

L'agroécologie, la gestion hydrique intelligente, l'énergie solaire, la cartographie climatique ou la modélisation hydrologique constituent des filières d'avenir.

La transition climatique devient ainsi un levier de croissance.

Structurer une doctrine climatique intégrée ne signifie pas ajouter une politique supplémentaire.

Cela signifie organiser la cohérence de l'ensemble.

Conclusion

Les nations les plus stables au XXI^e siècle seront celles qui sauront anticiper les trajectoires climatiques, adapter leurs infrastructures, préserver leurs sols, sécuriser leur eau et moderniser leur énergie. La stabilité ne sera plus seulement économique ou sécuritaire : elle sera écologique et structurelle.

L'Algérie dispose d'atouts décisifs pour inscrire cette stabilité dans la durée : un territoire vaste et diversifié, un potentiel solaire exceptionnel, une tradition hydraulique éprouvée et une expertise technique consolidée.

Le changement climatique redéfinit le cadre stratégique. Pour l'Algérie, il ne s'agit pas seulement de s'adapter, mais d'organiser durablement la souveraineté.

La mobilisation hydrique, la modernisation agricole, la diversification énergétique et l'aménagement territorial constituent déjà des bases solides. Les articuler au sein d'une doctrine intégrée permet d'anticiper plutôt que corriger, de protéger plutôt que réparer et de structurer plutôt que fragmenter.

Le XXI^e siècle appartiendra aux nations capables de gouverner les cycles naturels avec intelligence et constance.

L'Algérie possède les ressources humaines, territoriales et technologiques pour inscrire cette ambition dans la durée.

*Chercheur en eau et territoire arides

Le sens des promesses

Par El yazid Dib

Dire que la promesse n'est pas une simple impulsion. Elle doit être un sacerdoce si elle est bien réfléchie et mature. Sinon ,c'est à la déception et à la méfiance de l'accueillir.

Que demander au bon Dieu ? Sinon clémence et absolution en ce mois béni et sacré. Que demander à l'Etat ? Que paix, pain et gîte. Que demander au peuple, à nous, à vous, aux autres?

Que patienter et espérer. C'est insignifiant, voire burlesque et résigné d'attendre, dans une patience qui aveugle nos lendemains, qu'un miracle étatique se réalise pour nous voir installés dans le confort souhaité. C'est de longue haleine que tout progrès peut surgir. Ce n'est pas à l'Etat de venir semer l'éducation dans les yeux des enfants qui courent les rues entre une école et une récréation, qui s'agglutinent dans les cages d'immeubles pour goûter le voyage du nirvana. La famille assume la primeur de tout rôle éducatif. C'est dire que l'Etat est loin de pouvoir se confondre dans le pouvoir du foyer parental.

Le pouvoir factuel s'habille toujours des tuniques de l'Etat. Seulement l'un et l'autre portent des couleurs différemment successives, les unes pour l'un sont pérennes, les autres pour l'autre sont circonstancielles. La responsabilité quant aux promesses de l'Etat est une chose, celle des autres est tout autre. L'Etat, ses promesses se légifèrent, se réglementent. Elles sont sensées ainsi être solennelles et expresses. L'on s'en souvient à l'infime détail. Parfois elles se contiennent dans des discours ,et c'est où le hiatus, l'improbabilité le peut-être s'installent.

L'ennemi des promesses est la fluctuation des délais. Le pire, est l'oubli. Loin de toute étude draconienne de faisabilité, des dirigeants sous l'euphorie de l'effet d'annonce, tombent dans l'erreur de vérité. Celles des autres importent peu. Ce sont juste des vœux, des désirs que l'on souhaiterait voir se faire par ce sésame de in-challah. Ils oublient qu'une promesse de faite est une dette qui vacille entre l'espoir et la frustration. Dire que la promesse n'est pas une simple impulsion. Elle doit être un sacerdoce si elle est bien réfléchie et mature. Sinon ,c'est à la déception et à la méfiance de l'accueillir.

Ils nous ont promis un pays nouveau, un autre horizon, nous vivons dans de nouvelles paroles qui savent bien dessiner les nouveaux pays et miroiter de parfaits horizons. La grammaire parolière est populairement correcte, la concordance des temps est articulée à un difficile futur imparfait. Ils ont fait les institutions, reste la restauration des mœurs, des conduites et des réflexes. Dans ce genre d'imbroglio, l'on ne peut trouver un unique responsable, ni culpabiliser la collectivité. Les lois applaudies à mains chaudes demeurent otages dans la froideur de certaines mains et somnolent dans la tiédeur de têtes inaptes d'aller au champ de l'application. Aussi, est-il hasardeux de déléguer à n'importe qui une promesse que l'on ne fait pas à n'importe qui. Le peu. Une promesse lancée et non tenue est comme une capitulation au lancement d'un assaut guerrier.

Dans une élection législative, que peut promettre un candidat à la députation ? L'on a vu, dans un passé, l'un dire inscrire la réalisation d'un stade, l'autre d'un hôpital. L'on a vu, en finalité des promotions immobilières s'élever,des minoteries se reconstruire et des réseaux se constituer. Le pauvre électeur se désillusionne et se rabat pour toute attente vers l'Etat et ses démembrements.

L'on a tout le temps à oublier la quintessence des promesses. Une promesse de faite est une sorte de bouée de sauvetage lancée en plein roulis à une âme en phase d'agonie par noyade. Un sérum vital injecté dans les veines d'un mourant. Et si rien n'arrive à destination, la frustration meurtrière tiendra à faire suffoquer le dernier espoir. Si faire promesses est donner espoir, ne pas la tenir, c'est tuer sa parole. Il ne faut pas promettre le paradis quand on n'a pas les attributs du bon Dieu, comme il ne faut pas promettre de belles chansons quand on a un mauvais orchestre.

Un ami m'avait promis, un certain jour, de prendre en ma compagnie un café sur une belle terrasse algéroise. Il n'est pas venu à l'heure convenue, soit dans le délai fixé pourtant par ses soins et voté par les miens dans la constitution et la loi amicales qui nous lient. Je n'en ai pas vu là une promesse non tenue, juste tardive et savamment argumentée par sa propagande. Dois-je être pour autant bouleversé, remué? Non, me disais-je, j'ai pris goût aux promesses non tenues, alors les tardives m'ébahissent.

Une promesse dans un quartier, ça peut s'apparenter à une rue que l'on gratte, sous le coup d'envoi du wali pour la recouvrir en bitume et qu'elle reste dans cet état de nudité des mois et des mois.

Le wali tient,croit-il, se suffire juste à secouer un chiffon de démarrage et le reste l'on s'en fout. Les pneus et les semelles en ont pris goût. Quand un gouverneur, un maire ou tout autre agent public ou détenteur d'une parcelle de prorogative de puissance publique promet, rend immédiatement son institution débitrice de quelque chose, c'est comme s'il vient de contracter une dette d'honneur qu'il faudrait honorer en tous cas. C'est dire de se convaincre intensément de ne promettre que ce que l'avenir allait nous permettre de tenir, sinon ça sera comme le passage d'une lampe sans lumines-

cence, un soleil sans chaleur ou un beau rivage sans plages. Les promesses ne sont pas toutes à caractère politique. Celles-là sont d'un niveau supérieur et qui ne poussent que dans le champ des campagnes. Électorales, bien entendu. Les autres sont d'ordre souvent administratif. Quel le promesse politique fait un wali quand il s'engage à bâtir des milliers de logements sociaux ou autres en extra muros et veiller à suivre aux fins fonds de leur détails techniques? Pas de mauvaise maçonnerie, pas de dol, tranquillité, école,dispensaire, transports eau ,électricité et gaz garantis. Voilà ce dont il a la charge fonctionnelle et éthique. Et le maire, n'a pas besoin de qui que ce soit pour changer une lampe d'éclairage public ou assurer la salubrité des cités. Là, il n'y a rien de politique, ni de promesses à faire. C'est une mission citoyenne, indéterminée, sans partis,ni aucune idéologie.

La valeur d'un homme, s'accorde-t-on à affirmer collégialement se niche dans sa parole. Parole d'homme. Ceci s'exerce, s'apprécie ou se déprécie à tout niveau. Du sommet au bas de l'échelle organique politique ou sociétale. Donner sa parole pour faire quelque chose, doit devenir une obstination acariâtre à la réaliser. Sinon, le silence, le black-out, l'évitement serraient la meilleure issue de sauvegarder et son rang et son honneur, si son sens reste bien perçu. Heureusement que face à de nombreuses failles de promesses émises et restées sans lendemain pour une raison ou une autre, subsiste la résilience. L'éloignement du désespoir.

Espérer, par contre, est un douceâtre antalégique face aux soupirs des attentes. Ça finira par nous faire croire, à la longue, que ce qui a été promis surviendra ? un jour. Au moins, ceci nous rassure et nous fixe dans nos bottes. Toutes les croyances ne sont pas en finalité toutes inutiles. Car chaque croyance rajoute du temps à la longévité de l'espérance.

La société, l'État et les marchés

Au cœur du débat sur le marché se trouve la dichotomie de la société et de l'économie, de la société et de la nature. L'approche standard consacre ces dichotomies, les approches institutionnalistes s'efforcent de les corriger.

Par **Arezki DERGUINI**

J'opposerai dans ce texte le marché aux marchés en même temps qu'économie de marché(s) et capitalisme. J'identifierai le capitalisme au capitalisme financier. Le capitalisme sépare le marché de la société, réitère la séparation de la société et de la nature et tend à englober sociétés et natures dans le marché. Il tend à soumettre le monde à la loi de la valeur, à substituer une « société de marché » à une société avec des marchés. Bref, il impose le marché, la fiction d'un marché abstrait qui s'autorégulerait, à des marchés concrets pour évincer la société et l'État de leur régulation et les soumettre au capital financier. Il en résulte un problème à trois corps : crises sociales, économiques et écologiques qui s'entrechoquent^[1].

LES APPROCHES INSTITUTIONNALISTES

Des approches hétérodoxes du marché contestent l'idée d'un marché qui ne serait pas socialement, institutionnellement et politiquement construit. Elles contestent la notion standard de marché qui s'appuie sur des préférences individuelles irréductibles et un marché autorégulé. Elles insistent sur le fait que le marché est toujours façonné par des normes (éthiques, sociales, culturelles), qu'il nécessite des institutions complémentaires pour fonctionner de façon stable, légitime et efficace. Elles conçoivent le marché comme un système normatif et institutionnellement encastré, et non comme une sphère naturelle autorégulée. Parmi ces approches, notre attention portera sur celle de l'« économie sociale de marché » et quelques autres de l'institutionnalisme et de l'économie politique. Ces approches restent dans le cadre de la pensée occidentale, de ses débats et de ses évidences, de ses dichotomies fondamentales : nature-société, individu-société. Elles éludent leur rapport circulaire.

L'ÉCONOMIE SOCIALE DE MARCHÉ

Aux fondements de l'Économie sociale de marché se trouve un système de pensée développé dès la fin des années 30 : l'ordolibéralisme. L'« ordolibéralisme », alliant l'ordre au libéralisme, est un néologisme allemand aux allures d'oxymore, unissant deux termes, souvent considérés, par les libéraux français, comme antinomiques. Les économistes à l'origine de cette pensée libérale allemande pensent que l'ordre n'est pas un antonyme de « liberté », mais la condition de son existence^[2].

Rejetant une science économique située dans une référence exclusive à la théorie néo-classique et centrée sur la production de modélisations mathématiques, l'ordolibéralisme, en soulignant l'interdépendance des sphères culturelles, économiques, politiques et sociales, avait construit une vision globale de la société que l'on retrouve dans l'institutionnalisme^[3].

Sur le plan individuel, la liberté devait être contrebalancée par la responsabilité, elle-même à la base d'un principe de subsidiarité sociale. Au couple Liberté/Égalité, devait se substituer, pour les libéraux allemands, le couple Liberté/Responsabilité. Ils rejettent l'atomisme psychologique, l'éthique de l'égoïsme et le naturalisme de la tradition libérale anglo-saxonne^[4].

L'Économie sociale de Marché (Walter Eucken, Alfred Müller-Armack, Ludwig Erhard) considère que le marché libre est efficace, mais il doit être encadré par un ordre juridique et imprégné par une éthique qui garantissent la justice sociale et empêche la concentration du pouvoir. Les normes qui régissent les comportements sont la solidarité, la subsidiarité, la dignité humaine et l'équité des chances. Il suppose des institutions qui le complètent : un État fort, mais limité qui fait respecter les règles du jeu (concurrence loyale, stabilité monétaire), un système de protection sociale (sécurité sociale, négociation collective), une politique active de l'emploi et de la formation. « L'économie sociale de marché vise à concilier la liberté sur le marché avec la justice sociale. » (Müller-Armack).

KARL POLANYI

L'institutionnalisme est un courant de pensée économique qui a émergé aux États-Unis au début du XXe siècle ... Il se concentre sur la compréhension du rôle des institutions pour modérer le comportement économique, social et politique des individus. ... L'École institutionnaliste comprend des héritages de l'École historique allemande. On considère parfois que les thèses institutionnalistes sont proches du substantivisme, qui est l'approche développée par Karl Polanyi^[5]. Pour K. Polanyi, le marché n'est pas autonome et il ne se confond pas avec le capitalisme. Il définit l'économie comme un processus institutionnalisé de création, circulation et répartition des richesses sociales^[6]. On comprend mieux Polanyi avec Fernand Braudel et sa définition du capitalisme : le système capitaliste est le système qui soumet la société, la compétition de la société marchande, au capital financier, à ses monopoles et ses superprofits. Le capitalisme ce n'est pas le capitalisme industriel de K. Marx, c'est le capital financier dominant la société. Se défaire du capitalisme n'est pas se défaire du marché, c'est soustraire la société et le marché à la domination du capital financier. Le capital financier, sommet de la société marchande, la dirige, mais ne la domine pas. Le marché est dans la société, le capitalisme veut libérer le marché de la société et le généraliser, il veut soumettre la société au marché. Il veut pouvoir tout vendre et tout acheter.

Avant le système capitaliste, la société avait des marchés. Le capitalisme veut substituer des relations marchandes à des relations non marchandes, veut transformer des sociétés avec des marchés en société de marché où la terre, le travail et la monnaie sont transformés en marchandises.

Pour que se forme une véritable économie capitaliste de marché, systématique, cohérente et d'envergure, il faut que ces trois types de biens stratégiques deviennent soumis à la logique de l'échange marchand et soient traités comme des marchandises, alors qu'ils n'en sont pas et ne peuvent pas en être. Quand le marché autorégulé est ainsi formé, désencastré du rapport social, généralisé, qu'il transforme à peu près tout en marchandises, mettant l'ensemble de la société en adéquation avec sa logique spécifique et singulière, alors la société elle-même devient une « société de marché ». Ce n'est plus l'économie qui est encastrée dans la société, mais la société qui se retrouve encastree dans sa propre économie^[7].

« L'idée d'un marché s'autorégulant était une utopie pure. Une telle institution ne pouvait exister de façon durable sans anéantir la substance humaine et naturelle de la société. »^[8] La « société de marché » détruit la société et la nature en ce qu'elle détruit les relations substantives de la société qui sont la réciprocité et la redistribution, en généralisant l'échange marchand ; en transformant le travail en marchandise, elle transforme l'homme en marchandise. Elle détruit la société et la nature avec ses « externalités négatives » en ce qu'elle n'internalise pas ses effets destructeurs. La société capitaliste absorbe la société et produit des crises sociales, des populations inutiles, en substituant constamment du capital au travail. Elle absorbe la nature et produit une crise climatique par la destruction de ses équilibres et la multiplication de ses déchets toxiques. Pour K. Polanyi, il faut « réencastrer » le marché qui s'est « désencastré » : réincorporer le marché dans la société (et la nature), marché qui s'est autonomisé et s'est incorporé la société avec la société de marché. Pratiquement, défaire la « société de marché » en société avec des marchés, soit défaire la domination du capital financier sur la société, sur les différentes formes de capitaux. Cela ne consiste donc pas à détruire le marché et la société marchande, mais à ne pas permettre à sa logique exclusive de dominer l'ensemble des rapports sociaux. Le marché est une institution parmi d'autres institutions, ce n'est pas la domination du marché sur les autres institutions qui fait sa performance, mais la complémentarité des différentes institutions, le dynamisme de l'ensemble institutionnel. L'échange, la réciprocité et la redistribution comme modes d'intégration sociale doivent préserver leurs rapports de substitution complémentaire. Ce n'est que dans le cadre et dans les limites

GEOFFREY HODGSON

Hodgson est reconnu comme l'une des figures de proue de l'institutionnalisme critique moderne, qui perpétue l'esprit critique et la tradition intellectuelle des fondateurs de l'économie institutionnelle, notamment ceux de Thorstein Veblen. Selon Hodgson, les institutions constituent la matière même de la vie sociale. Dans un article de 2006, il les définit comme « les systèmes de règles sociales établies et répandues qui structurent l'interaction sociale ». Le langage, la monnaie, le droit, les systèmes de poids et mesures, les usages à table et les organisations (comme les entreprises) en sont des exemples. Les conventions, qui peuvent être intégrées au droit, peuvent également être considérées comme des institutions^[9].

Hodgson considère donc les institutions comme des systèmes de règles. Selon lui, une règle est manière générale « une injonction normative socialement transmise et coutumière, ou une disposition normative immanente, qui stipule que, dans les circonstances X, il faut faire Y »^[10]. Autrement dit, pour être efficace, une règle doit être ancrée dans des dispositions ou des habitudes. De simples décrets ne constituent pas nécessairement des règles en ce sens. Les habitudes et les coutumes contribuent à conférer un statut normatif à une règle juridique, ce qui peut favoriser l'application effective d'une nouvelle loi. Dans le cadre des interactions sociales, les normes évoluent constamment^[11].

Ce que l'on peut traduire de la manière suivante : les règles formelles explicitent et complètent des dispositions sociales informelles quand elles ne les anticipent pas. On retrouve alors le point de vue d'Amartya SEN, sur lequel nous nous attarderons plus bas, qui souligne le fait que les préférences individuelles peuvent être agrégées en choix social si sa base informationnelle ne se réduit pas au raisonnement formel et si les comparaisons interpersonnelles ne sont pas trop strictes^[12].

L'ÉCONOMIE DES CONVENTIONS

Un autre exemple d'approche institutionnaliste est celle de l'école française de l'économie des Conventions (Boltanski, Thévenot, Orléan).

Le point de départ de la théorie des conventions consiste à comprendre comment les individus parviennent à mettre en place des règles de coopération et de comportements dans des situations d'incertitude avec pour hypothèse centrale que les individus ont une rationalité limitée. Il est très clair pour les conventionnalistes que « sans le secours d'objets collectifs irréductibles à la rationalité individuelle, les interactions entre acteurs individuels rationnels seraient incapables de produire à elles seules une réalité sociale déterminée »^[13]. Une convention est ainsi la solution à un problème de coordination qui, ayant réussi à concentrer sur elle l'imagination des acteurs, tend à se reproduire avec régularité. C'est une règle de comportement qui a sa source dans les interactions sociales, mais se présente aux acteurs sous une forme objective, réifiée, naturalisée et ayant une dynamique qui échappe en partie aux acteurs.^[14]

Les marchés sont coordonnés par des conventions partagées, c'est-à-dire des systèmes de normes, de justifications et de repères communs. Le prix n'est pas seul ; la confiance, la réputation, les labels, les normes de qualité sont essentiels. Le marché exige des institutions complémentaires : systèmes de certification, droits de propriété intellectuelle, normes techniques et professionnelles, instances de médiation. Exemple : Le marché « équitable » ou « bio » repose sur des conventions explicites qui dépassent le seul prix.

La coordination de l'activité marchande n'est pas simplement marchande, elle est aussi sociale et politique. La notion de coordination est ici centrale, elle reprend la dichotomie économie et société, État et société. La société coordonne autant que le marché les échanges (conventions), l'État coordonne autant que le marché les échanges (normes, politiques publiques). Les rapports entre les individus de la société marchande, leurs échanges, ne sont pas coordonnés par le seul rapport des prix, par les seules interactions marchandes. Les individus ne disposent pas d'information complète, ils doivent convenir pour faire face à l'incertitude.

Suite en page 8



Communiqué de Presse

Dans le cadre de son soutien continu aux initiatives d'innovation et du renforcement de son partenariat avec le secteur de l'éducation, l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité (ANEP) a eu l'honneur de parrainer la cérémonie de distinction du concours TARBYA UP CHALLENGE 2025, organisée le samedi 14 février 2026 par l'Institut National de Recherche en Éducation (INRE), au siège du Fonds de Garantie relevant du Ministère de l'Habitat à Ouled Fayet – Alger.

Cette initiative nationale pionnière vise à valoriser et encourager l'innovation dans le secteur éducatif en Algérie, à travers la récompense des meilleurs projets portés par des élèves, des enseignants, des chercheurs, ainsi que par de jeunes startups activant dans le domaine de l'éducation.

La cérémonie s'est déroulée en présence de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de Monsieur le Ministre de l'Économie de la connaissance, des Startups et des Micro-entreprises, ainsi que de représentants de différentes institutions et organismes partenaires. Cet événement a constitué un espace privilégié d'échange d'expertises et de présentation de solutions innovantes susceptibles de contribuer au développement du système éducatif national.

Dans ce contexte, l'Unité d'Imprimerie de Rouïba, relevant de l'ANEP, a marqué sa présence à travers un stand professionnel dédié à la présentation de ses services et à l'exploration d'opportunités de partenariat, notamment dans le domaine de l'impression de divers supports et documents pédagogiques.

Ce parrainage s'inscrit dans la vision stratégique de l'ANEP, qui vise à contribuer activement au développement du système éducatif, en tant que partenaire national engagé dans l'accompagnement des initiatives d'innovation et de développement.

Notes :

- [1] Romaric Godin. Le problème à trois corps du capitalisme. Sur la gestion autoritaire du désastre (et les moyens de lui faire face). La Découverte. 2026.
- [2] Patricia Commun. Les ordo-libéraux : histoire d'un libéralisme à l'allemande. Les Belles Lettres. Paris. 2016.
- [3] Patricia Commun (dir.). L'ordolibéralisme allemand. Aux sources de l'économie sociale de marché. CIRAC. 2003
- [4] Ibid.
- [5] Wikipedia.
- [6] Polanyi K. & Arensberg C.. Les systèmes économiques dans l'histoire et dans la théorie. Paris. Larousse, 1975 (1re éd. américaine 1957).
- [7] Alain Caillé. Avec Karl Polanyi contre la société du tout marchand. Revue du MAUSS 2007/1 n° 29 La Découverte.
- [8] K. Polanyi. La Grande Transformation. Aux origines

- politiques et économiques de notre temps. (1944) Gallimard 1983.
- [9] Alain Caillé. Ibid.
- [10] Hodgson, Geoffrey M. What Are Institutions? Journal of Economic Issues Volume 40, 2006. p. 2
- [11] Ibid. p. 3
- [12] Ibid. p. 3-4
- [13] Amartya Sen. The possibility of social choice. The American Economic Review, Vol. 89, No. 3 (juin 1999), pp. 349-378
- [14] Dupuy Jean-Pierre, Eymard-Duvernay François, Favreau Olivier, Salais Robert et Thévenot Laurent, 1989, « Économie des conventions », Revue économique, vol 40, n°2.
- [15] https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89conomie_des_conventions

La société, l'État et les marchés

Suite de la page 8

EN GUISE DE CONCLUSION

Dispositions sociales, normes, lois sociales et institutions dont les marchés, sont dans une continuité, s'interpénètrent et se complètent. Le capitalisme ne fait pas exception : le marché suppose des valeurs, des normes et des institutions. La science économique standard performe ce marché et les institutions qui le complètent, elle divise la société en consommateur et producteur et leur prête des dispositions. Elle abandonne le citoyen à la science politique. Entre économie sociale de marché, économie socialiste de marché et économie libérale, le complexe des dispositions sociales, des institutions et des marchés est différent. Chaque modèle organise différemment le rapport entre libertés individuelles et libertés collectives, le rapport entre citoyen, consommateur et producteur, le rapport entre préférences individuelles et préférences collectives. Le modèle anglo-saxon sépare le citoyen politique du citoyen économique, consommateur et producteur, il vise à soumettre l'ordre social à l'ordre marchand (liberté/égalité). Les préférences individuelles sont indépendantes, la détermination des préférences collectives relèvent du marketing stratégique et non du débat public. Le modèle nordique ou social-démocrate mêle le citoyen politique au citoyen producteur (codétermination), il vise à réencastrier le marché dans la société (liberté/responsabilité). Les préférences individuelles sont aussi des préférences collectives, dans un rapport de détermination plus ou moins réciproque. Le modèle chinois porte le citoyen politique devant le citoyen économique, il vise à soumettre les marchés à des objectifs politiques, une stratégie politique configure l'interdépendance et la dynamique des marchés. Les préférences individuelles sont d'abord collectives.

Il n'y a donc pas un marché autorégulé, mais des marchés et une interdépendance de marchés dont la régulation est sociale et politique^[21]. Au cœur de cette régulation, il y a le rapport des préférences individuelles et collectives. Pour la pensée occidentale, ce rapport est dichotomique, les premières conduisant à un choix social/public. Pour la pensée non occidentale non naturaliste, à l'exemple de la pensée chinoise, le rapport des préférences est circulaire.

Pas de Marché, mais des marchés internes et des marchés extérieurs, des marchés locaux et des marchés mondiaux. C'est leur régulation politique qui fait que des marchés locaux deviennent nationaux, que des marchés locaux sont ou ne sont pas des marchés nationaux et inversement, que des marchés extérieurs sont ou ne sont pas des marchés intérieurs et inversement. L'action publique peut inciter à la formation de marchés, participer à leur co-création, mais elle ne peut pas d'elle-même les créer. Elle œuvre à leur création, à leur interconnexion et à leur séparation. La fiction d'un marché autorégulé vise à séparer les marchés de leurs déterminants sociaux et politiques pour les soumettre à la logique du capital financier. Elle vise à créer les fictions selon lesquelles la terre, le travail et la monnaie sont des marchandises qui seraient produites comme les autres.

Il faudrait penser nos comportements avec d'autres catégories que celle de la science économique standard qui n'est universelle que de par son hégémonie. Nous pratiquons une société de marchés, parce que la fiction d'une société de marché est impraticable en périphérie de l'économie mondiale. La fiction bien qu'ayant gagné les esprits, hégémonie culturelle oblige, elle ne devient pas réalité, ne se transforme pas en prophétie autoréalisatrice : ses ratés sont sa réalité, ce qui conduit nos pratiques discursives à renoncer à dire nos pratiques réelles. Il faut prendre nos pratiques pour ce qu'elles sont, soit ce que nous pouvons faire dans certai-

nes circonstances, les évaluer, ensuite réfléchir aux moyens de les ordonner, de les améliorer, plutôt que de nous efforcer à faire de la fiction importée d'un marché autorégulé une réalité, qui nous sépare de nos milieux et vide nos sociétés et nos milieux de leur substance. Il faut rétablir la continuité et la dialectique non aristotélécienne de nos dispositions sociales et de nos institutions, la circularité de leurs rapports.

Cette fiction fait de la monnaie une marchandise afin qu'elle émise par des banques centrales indépendantes, elle soit indépendante des pouvoirs sociaux et qu'elle soit déterminée par les marchés financiers. On fait du travail une marchandise afin de le prolétarianiser, de le transformer en automate et de le séparer du savoir ; on fait de la nature une marchandise afin de dénier son travail.

Le modèle libéral anglo-saxon laisse les riches façonner les marchés et les dispositions, les riches ne prétendent plus être au service des pauvres, mais de leurs seuls intérêts. Il livre les marchés, l'exploitation des humains et des non-humains, à la finance mondiale. Le modèle nordique refuse la séparation du capital financier des autres formes de capitaux, il soumet le capital financier au capital politique. Le modèle chinois soumet le capital financier aux autres formes de capitaux, il soumet les formes de capitaux au capital politique. La performance est dans le développement de l'ensemble des capitaux, que la prédominance soit celle du capital financier, du capital industriel ou du capital politique.

Pour que le capital politique puisse mettre les autres formes de capitaux à son service, les ordonner, il a besoin d'un État stratège qui initie la formation des différents marchés et des différentes formes de capital et qui oriente leur développement, séparément et globalement. Autrement dit, une action publique qui pèse sur l'ensemble des marchés, leur indépendance ou leur interdépendance, leur direction. Il a besoin de milieux sociaux qui rendent possible une telle coopération des capitaux. Le marché ce sont aussi des marchands qui effectuent une stratégie, sous la direction du capital financier, du capital industriel et/ou du capital politique. À l'ère de la globalisation et des chaînes de valeur mondiales, si les marchands se contentent de valoriser les écarts de prix, plutôt que de valoriser le potentiel de leur milieu, ils se mettent au service du Marché, de la finance et non de l'économie, des marchés concrets.

Le développement de l'économie, des marchés concrets, s'inscrit dans une certaine unité de la société et de la nature, dans un certain développement du capital social et du capital naturel. Le capital social et le capital naturel sont à la base d'un développement cohérent, d'une accumulation des différentes formes de capital. Sur eux repose l'accumulation du capital culturel et du capital matériel, entre lesquels ils s'interposent, se mêlent et se forment. Ainsi faut-il traduire ce que l'anthropologie et la sociologie économiques appellent « réencastrier » l'économie dans la société et dans la nature. Les marchés constituent des espaces qui articulent les différentes formes de capitaux. Ces espaces sont physiques et sociaux, s'y établissent des collectifs d'humains et de non humains performants. Le naturel, l'artificiel et le social se mêlent et s'ordonnent pour faire société, collectifs. C'est au développement de tels collectifs, de tels marchés, que devrait s'attacher l'action publique stratégique.

Les approches institutionnalistes tendent vers un dépassement des dichotomies de la nature et de la société, de l'économie et de la société, de l'économie et de l'histoire. Elles les corrigent, ce qui peut se faire et donc doit être fait dans le cadre de leurs sociétés. Le débat scientifique reste largement dominé par les sociétés occidentales, attaché à leurs évidences. On ne peut séparer le débat de son contexte. Restitué à son contexte, il peut profiter aux débats scientifiques d'autres contextes.

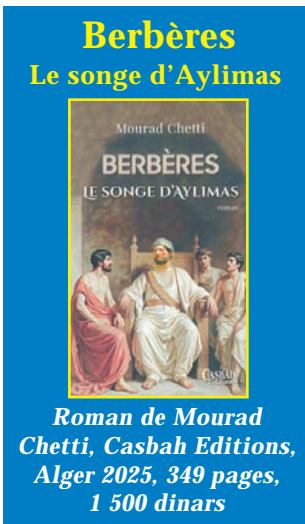
Arezki DERGUINI

Note :

[21] Jérôme Maucourant. Karl Polanyi, les marchés et le Marché. 2003, Nanterre, France. halshs-01018827 . Je ne suis pas Moncourant quand il établit une discontinuité entre la société des marchés, les marchés concrets et la société de marché, le Marché. Le Marché s'efforce de transcender les marchés, mais l'opposition subsiste, elle est au centre de sa dynamique. Le Marché a triomphé des marchés sous le capitalisme, le processus de transformation des marchés en Marché, fait partie de la supposée destruction créatrice, il a accompagné la révolution bourgeoise, il est donc passé sous les radars.

Médiation

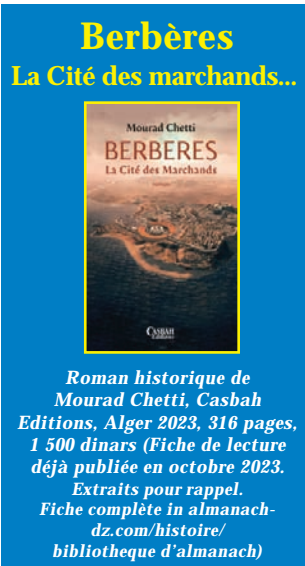
Par Belkacem
Ahcene-Djaballah
Livres



Massinissa, Safanis Baal, Hanni Baal, Scipion, Aylimas, Titrit, Vermina, Tin Hinan, Gaia, Hanna le Grand, Hiempsal, Manastabal, Massiva, Syphax, Taghalit, Yugurthen...

Les Numides, le Gétules, les Ligures, les Carthaginois, les Romains, les Massaeylès, les Massylès... Khirtan, Zama, Karthage, Rome, Le Grand Sud... Une foultitude de noms et de lieux. De quoi s'y perdre... avec délices tant on découvre la richesse de l'Histoire passée du pays. Bien sûr, le récit romanesque présenté ne remplace pas l'histoire. Comme le film historique, plus documentaire et le film-fiction. Mais il l'habite. Il redonne une voix intérieure à ceux que les sources réduisent à une fonction (Aguellid Suffète, roi, cavalier, allié, rebelle), et explore les zones grises : loyauté partagée, identités multiples, compromis invisibles, restituer le temps vécu, lent, hésitant, non téléologique, contrairement aux récits historiques écrits a posteriori.

Au départ, on a l'Aguellid Massinissa qui affecté par le suicide de Safanis Baal entre à Khirtan en vainqueur et organise le royaume, entendant réaliser le rêve d'Aylimas, celui d'unifier tous les Numides d'Afrique : Politique agricole, pacte avec les chefs Massaeylès à l'ouest du pays, association des Gétules à l'édification des territoires du Sud où il ira même rendre visite à la reine Tin Hinan qui l'accueillera les bras ouverts et une grande complicité



On a eu déjà trois ouvrages consacrés aux «Berbères». Après «L'invasion des Massaeylès», «Le pays des Massylès» et «Le codex d'Aylimas», dans ce quatrième volet, l'Aguellid des Massaeylès, Gaïa, qui n'a d'autre choix que de s'allier avec la République des marchands, Karthage, et la famille royale des Massylès, s'exile à Hibboune, la royale.

Le pacte d'alliance prévoit que son fils Massinissa, prince des Massylès, aille poursuivre sa formation à Karthage en tant qu'otage royal, accompagné de la reine Titrit. Il y

BERBÉRIE ÉTERNELLE !

s'installe finalisée par un pacte d'alliance. Le pays se modernise et entre dans une phase de prospérité et d'accalmie.

Massinissa, roi de Numidie est décédé à l'âge de quatre-vingt-dix-sept ans, en l'an -148. Ce fut un souverain puissant dont la renommée s'étendait dans tous les pays de la Méditerranée, depuis l'Espagne qui se souvenait de ses exploits de jeunesse jusqu'à l'extrême Orient où il se menagea des amitiés avec Nicomède le roi de Bithynie. Il fut aussi un père et un grand-père attendrissant, béni par une nombreuse descendance, dont le plus jeune, à sa mort était âgé d'à peine quatre ans. Il fut toujours respectueux de sa parole comme de ses alliances.

Massinissa, fondateur de l'Algérie ? Pourquoi pas.

L'Auteur : Originaire de Collo (Chullu), Mourad (Denis) Chetti, a été d'abord professeur de Civilisations en début de carrière (Université de Constantine). Se spécialise par la suite en communication et en commerce international. Enseignant en management des entreprises, journaliste, chroniqueur... Déjà auteur de plusieurs ouvrages, tous consacrés à l'épopée «Berbères» : Berbères, le pays des Massylès (2017), Berbères : l'invasion des Massaeylès (2019), Berbères : le codex d'Aylimas (2020), Berbères : le songe d'Aylimas (2020), Berbères : la revanche de Massinissa (2022), Berbères : la cité des marchands (2023), Berbères : les tavernes de Gadès (2024). Il a aussi édité un autre ouvrage à l'étranger, Youva (Juba) : Le Berbère qui défia César. Note : Ce 7^{ème} opus de la Saga Berbère présente, c'est aussi le dernier opus. De quoi inspirer plusieurs films.

Extraits : « Ce ne sont pas ceux qui pratiquent leur foi dans le respect de leurs cultes dont il faut se méfier, mais de ces nouveaux dévots qui pensent nous montrer la voie de la lumière avec de nouvelles vérités encore plus mensongères que les anciennes » (p 38), « La soumission de Vermina mit fin à la guerre fratricide entre Massylès et Massaeylès et Massinissa fut proclamé par l'ensemble des chefs berbères Aguellid des Aguellid » (p 190), « Kirthan (Note : Cirta...

Constantine) était devenue la capitale d'un vaste royaume le quel il faisait bon vivre. La roi Massinissa... aurait pu mener une douceur de vivre au sein de son somptueux palais, baigné dans le faste de la cour et les flagorneries de courtisans. C'était mal connaître l'intrépide guerrier et l'infatigable cavalier qu'il était » (p190), « Une longue période de paix annonça une édification singulière du royaume des Massylès, comme jamais les Numides en avaient vu auparavant... Tandis qu'en Europe les armées s'entretuaient » (p 200), « Les Carthaginois vivaient ainsi que des étrangers au milieu des Berbères qu'ils n'ont jamais voulu assimiler, dans l'insécurité la plus absolue. Colosse aux pieds d'argile, les avides marchands vivaient dans un monde qui vacillait en permanence sur ses fondements » (p 303).

Avi L'histoire de la Numidie, romancée avec son héros, Massinissa. Un voyage dans le temps qui nous fait redécouvrir un passé certes parcouru de violences et de guerres, mais aussi de gloires et de puissance... et de héros. Difficile à lire, car fourmillant de détails, de personnages, de lieux, d'événements et de noms. Mais à lire avec patience car très, très instructif. Et, n'hésitez pas à feuilleter un dictionnaire ou parcourir Wikipedia pour retrouver les appellations contemporaines des lieux cités.

Citations : « Enfreindre l'équilibre naturel coûte beaucoup à toute la communauté. La nature ne demandera jamais à l'homme de lui donner autre chose que sa propre valeur » (p111), « La vie était là avant nous et elle sera là après nous ! On ne doit pas s'identifier à notre corps. On ne doit ni l'idolâtrer, ni le mépriser, mais en avoir un infini respect » (p195), « Quand la parole entre un couple est égale, elle apporte toujours la paix et la tendresse » (p 299), « Les empires que le commerce seul avait créés reposaient sur de fragiles bases. Pour les faire chuter, il n'était pas toujours nécessaire d'une révolution. Quelques-uns s'affaissaient d'eux-mêmes sous la corruption de l'or et d'autres tombaient par ricochet » (p 301).

thage était une cité où apparemment toutes les affinités du monde pouvaient se croiser, s'entrecroiser et se séparer sans aucun préjugé de supériorité, à part, peut-être, la foi de Baal, la religion des origines » (p 84), «Le Seksou n'est pas le fruit du hasard... Il a une dimension mystique, car il porte en lui l'empreinte de quatre éléments nécessaires à la transmutation alchimique. Le feu... la terre... l'eau... l'air » (p 159).

Avi (...) Passionnant mais trop de détails sur la vie quotidienne ce qui éloigne de l'essentiel.

Citations : «La richesse sans but conduit à la corruption et à l'oïseté. Ces deux vices qui affaiblissent le sentiment de patriotisme, avec le risque que cette puissance tombe entre les mains de personnes qui ignorent la destinée de la patrie » (p 97), (...), «La nature du Berbère est faite pour nous rappeler que si parfois ils deviennent nos alliés, on ne peut jamais les considérer comme des amis » (Un suffète Carthaginois, p 230) , «La désignation d'un dictateur est un recours utilisé uniquement en cas de péril extrême » (p 149), «Nous allons nous entretenir, fils. Le Berbère fera couler du sang berbère. Et c'est l'étranger à notre terre qui récoltera le fruit de ces affrontements » (Le roi Gaïa à son fils Massinissa, p 284)

L'Auteur : Voir plus haut

Extraits : (...), «Si le Punique prédominait presque partout, Kar-

A la veille du mois de Ramadhan Saisie de près de 600 kg de viande de dinde impropre

J. Boukraa

Une importante quantité de viande de dinde, soit 594 kg, a été saisie mardi par la direction vétérinaire principale, en collaboration avec les représentants du bureau de prévention municipal. Cette marchandise, considérée comme impropre à la consommation humaine, a été interceptée lors d'une opération de contrôle menée dans le cadre des inspections régulières sur la qualité des produits alimentaires sur le marché. La viande saisie a été transférée vers le parc zoologique d'Oran afin de garantir qu'elle ne représente aucun danger pour la santé publique. Cette intervention s'inscrit dans un dispositif de prévention visant à protéger les citoyens contre la consommation de produits alimentaires potentiellement dangereux. L'impact de cette saisie dépasse la simple élimination de produits défectueux : elle met en lumière les risques de santé publique associés à la consommation d'aliments non contrôlés. Les produits avariés peuvent engendrer des intoxications alimentaires, des infections bactériennes graves et nuire au bien-être général de la population.

Les autorités locales ont souligné l'importance de maintenir une vigilance constante, particulièrement dans un marché où la sécurité des aliments peut parfois être compro-



mise par des pratiques frauduleuses. Pour répondre à ce défi, les services vétérinaires et les autorités sanitaires renforcent les contrôles dans les marchés et autres points de vente de produits alimentaires. Ce genre d'opération fait partie d'un programme global de prévention, visant à prévenir les risques sanitaires avant qu'ils n'atteignent la population. En plus des saisies, des sanctions sont prévues contre les contrevenants, avec des actions légales à leur en-

contre pour garantir le respect des normes sanitaires. La campagne de sensibilisation associée à ces actions permet également d'informer les consommateurs sur les dangers potentiels de la viande et des produits alimentaires non vérifiés. Les autorités insistent sur l'importance de se fournir auprès de sources fiables et certifiées, notamment pendant les périodes de forte consommation, comme les fêtes religieuses ou les événements spéciaux.

Direction de la santé

Installation d'une commission pour optimiser la prise en charge des AVC

La Direction de la santé et de la population (DSP) de la wilaya d'Oran a installé, récemment, une commission pour améliorer la prise en charge des AVC, en veillant à mettre à disposition les moyens humains et matériels pour optimiser la prise en charge, a indiqué son directeur Kassî Abdellah.

Cette commission aura pour mission de renforcer la coordination entre les différentes structures de santé et d'optimiser le circuit de prise en charge des patients victimes d'AVC, a-t-il fait savoir, ajoutant que le circuit implique les établissements qui disposent de service de neurologie, comme l'EHU d'Oran, le CHU d'Oran, l'hôpital des urgences de

Oued Tlélât, et l'EHS de Hai Nedjma. Selon le même responsable, cette initiative vise à réduire les délais d'intervention, considérés comme déterminants dans le pronostic fonctionnel des patients, en veillant notamment à la mise à disposition des moyens humains et matériels nécessaires.

Il s'agit, sur le plan humain, d'assurer la formation nécessaire des médecins qui interviennent dans les services des urgences, et de mettre à disposition tous les moyens nécessaires pour la prise en charge, explique M. Kassî, ajoutant qu'il s'agit également d'allouer des moyens pour l'évacuation des cas les plus graves. Le DSP a indiqué à ce pro-

pos que la wilaya bénéficiera, prochainement, de plusieurs ambulances, qui vont renforcer les moyens d'évacuation des cas graves en général, dont les cas d'AVC.

M. Kassî a souligné que l'amélioration du circuit AVC constitue une priorité pour le secteur de la santé dans la wilaya, rappelant que la rapidité du diagnostic et l'administration précoce du traitement thrombolytique (6 heures) permettent de limiter les séquelles et de réduire le taux de mortalité. Des rencontres périodiques seront organisées afin d'évaluer l'efficacité des mesures mises en place et d'adapter les dispositifs en fonction des besoins recensés sur le terrain, a-t-il ajouté.

Jeûner sans nuire à sa santé Le CHU d'Oran sensibilise

J. Boukraa

Dans le cadre des efforts continus pour améliorer la santé publique, et suite aux instructions du ministère de la Santé, le Centre hospitalo-universitaire d'Oran (CHUO) a lancé des campagnes de sensibilisation visant à préserver la santé des citoyens durant le mois de Ramadhan notamment ceux atteints de maladies chroniques. Placées sous le thème «Le diabète et la qualité de vie» et avec le slogan motivant «Pour un Ramadhan sain et serein», ces initiatives visent à protéger les patients atteints de diabète, d'hypertension, de maladies cardiaques et d'insuffisance rénale. Les campagnes, qui s'étaleront tout au long du mois sacré, ont pour objectif principal de sensibiliser les patients à la nécessité de suivre une surveillance médicale constante durant le jeûne. Les changements alimentaires et les ajustements du mode de vie liés au jeûne nécessitent une attention particulière, car ils peuvent aggraver certains problèmes de santé s'ils ne sont pas surveillés correctement. Les personnes diabétiques, les hypertendus, les patients cardia-

ques, ainsi que ceux souffrant de maladies rénales chroniques, sont particulièrement vulnérables. Le message principal est que jeûner sans suivi médical peut comporter des risques importants, pouvant entraîner des complications graves. En réponse à cette situation, le ministère de la Santé a émis une directive enjoignant toutes les structures sanitaires du pays, que ce soit dans les établissements hospitaliers ou les centres de santé de proximité, ainsi que dans les cliniques privées. Ces dernières sont invitées à mettre en place des équipes médicales et paramédicales dédiées à l'accompagnement des patients tout au long de Ramadhan. Les médecins et spécialistes sont appelés à organiser des consultations préalables, afin d'adapter les traitements et d'offrir des conseils adaptés au régime alimentaire et aux habitudes spécifiques de Ramadhan. Cela inclut également des ajustements des protocoles thérapeutiques, notamment en ce qui concerne les médicaments, les heures de prise et les doses, pour éviter tout effet négatif du jeûne sur la santé des patients. La campagne de sensibilisa-

tion a été lancée à partir du Centre hospitalo-universitaire d'Oran (CHUO) et touchera, au fur et à mesure, d'autres sites tout au long du mois de Ramadhan. Cette approche progressive vise à garantir que toutes les structures de santé à l'échelle régionale soient impliquées et que le plus grand nombre de citoyens puisse bénéficier de ces précieuses informations et conseils.

L'un des points clés de cette initiative est la coordination étroite entre les différents acteurs du secteur de la santé. Le suivi des cas à risque sera plus rigoureux, en particulier pour les personnes âgées, les femmes enceintes, et les personnes atteintes de maladies chroniques, qui doivent être suivies de manière particulière pendant cette période. Cette approche préventive repose sur une communication et un soutien accrus, afin que les citoyens puissent profiter de Ramadhan dans les meilleures conditions possibles, tout en prévenant les risques pour leur santé. La campagne mise sur un dialogue continu avec le public, afin de fournir une information médicale fiable et des recommandations adaptées.

Aïn El Turck Plus de deux quintaux de viandes blanches impropres saisis

K. Assia

Deux quintaux et 81 kg de viandes blanches et de viandes hachées impropres à la consommation ont été saisis par les éléments de la brigade économique et financière de la sûreté de la wilaya d'Oran lors d'une sortie effectuée en coordination avec les services du commerce, de l'agriculture et aussi le bureau communal de Aïn El Turck en plus du médecin vétérinaire. En effet, l'opération de contrôle de cinq commerces situés dans cette localité a permis de mettre la main sur cette quantité de viande ne répondant pas aux normes d'hygiène et de qualité. Les services intervenants ont contrôlé cinq boucheries et le bilan dressé à l'occasion a révélé qu'une quantité de 2 quintaux et 81 kg de viandes blanches et viandes hachées sont impropres à la consommation. Un constat confirmé après analyse du médecin vétérinaire.

Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts déployés pour préserver la santé publique et écarter tout danger d'intoxication. Des poursuites seront engagées à l'en-

contre des contrevenants pour non-respect de l'hygiène et de la qualité des viandes commercialisées. De son côté la direction du commerce de la wilaya d'Oran a ficelé son programme d'intervention avec la mobilisation de plus de 150 brigades pour renforcer le contrôle durant ce mois sacré. Ces équipes sont chargées de contrôler les pratiques commerciales et la qualité des produits. Leur mission principale sera de lutter contre toute forme de spéculation qui peut entraîner une hausse injustifiée des prix.

Ces brigades auront pour tâche de surveiller les prix pratiqués sur le marché, à la fois en gros et en détail, et de communiquer régulièrement les relevés des prix et leurs tendances. De plus, les services de commerce veilleront au respect des prix réglementés pour les produits d'épicerie tels que l'huile, le sucre, le lait et la semoule. Ces agents seront spécialement mobilisés pour garantir l'application de la loi concernant les prix réglementés et plafonnés afin de mettre fin à la spéculation de manière efficace.

Entrepreneuriat

Près de 250 porteurs de projets bénéficient d'une formation

Près de 250 porteurs de projets issus du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels ont bénéficié de cycles de formation en entrepreneuriat au niveau des Centres de développement de l'entrepreneuriat relevant du secteur à Oran, a indiqué, mardi, la direction locale. La chargée de l'information et de la communication de la direction, Nacéra Mansouri, a souligné que ces formations, lancées l'année dernière, ont profité à 247 stagiaires, apprentis et diplômés du secteur, à travers sept centres ouverts dans plusieurs établissements de formation de la wilaya. Ces centres proposent des formations de courte durée dans différents domaines liés à l'entrepreneuriat, notamment les mécanismes de création et de gestion de projets et de startups, en collaboration avec l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE), en fournissant aux bénéficiaires les meilleures pratiques et approches opérationnelles dans ce domaine.

Mme Mansouri a souligné que ces cycles visent à offrir une formation adaptée aux stagiaires et apprentis en fin de cursus, ainsi qu'aux diplômés souhaitant créer des micro-entreprises, afin de les accompagner en amont du lancement de leurs projets, dans le cadre de la politique de l'Etat

visant à soutenir les jeunes et à les encourager à initier leurs propres projets professionnels. La formation «adaptée», encadrée par des cadres de l'ANADE, a pour objectif d'éviter les erreurs auxquelles les jeunes peuvent être confrontés lors de leurs premières démarches entrepreneuriales, en les dotant de connaissances sur la création de micro-entreprises, la gestion des ressources financières, les relations avec les banques et d'autres compétences essentielles.

La Direction de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya d'Oran a ainsi ouvert des Centres de développement de l'entrepreneuriat au sein de plusieurs instituts nationaux spécialisés, notamment les établissements «Chahid Kheddari Hasni» (commune d'Oran), «Chahid Aid El Haouas» (commune de Bethioua), «Moudjahida Zaanane Yamna» (quartier Belgaid, Bir El Djir), «Chahida Ben Kaliya Hassania» (quartier El Othmania, Oran) et «Moudjahid défunt Kheris Boudjemaa» (quartier El Hamri, Oran), dans le but de renforcer l'esprit entrepreneurial chez les jeunes et d'orienter les stagiaires et diplômés vers la création de micro-entreprises performantes répondant aux besoins du tissu économique local.

Lutte contre le commerce des stupéfiants Cinq individus arrêtés et 11,5 kg de kif saisis

Les éléments de la brigade de lutte antistupéfiants de la sûreté d'Oran sont parvenus à démanteler un réseau criminel activant dans la commercialisation des stupéfiants. Une quantité de 11 kg et 500 gr de kif traité a été saisie à l'issue de cette opération. En effet, l'enquête a été ouverte à la suite d'informations parvenues aux policiers indiquant que des individus commercialisent du kif traité en se ser-

vant de leurs domiciles comme lieu de stockage du produit prohibé qui est par la suite acheminé à bord de véhicules pour être écoulé. Ainsi, une fois toutes les procédures judiciaires ficelées auprès du tribunal d'Es-Sénia, les enquêteurs ont mis en place un important plan lequel a permis de les arrêter et de saisir la quantité suscitée. Ils ont été présentés au tribunal d'Es-Sénia et placés sous mandat de dépôt.

K.Assia

Horaires des prières pour Oran et ses environs

1er ramadhan 1447

El Fedjr
06h23

Dohr
13h17

Assar
16h24

Maghreb
18h52

Icha
20h09



Mostaganem

2,5 milliards DA pour désengorger le trafic routier

La ville de Mostaganem a bénéficié d'un projet d'un montant de 2,5 milliards de dinars visant à désengorger le trafic routier au niveau du quartier "Kharouba" et de l'entrée nord de la ville, indique, mercredi, un communiqué des services de la wilaya.

Le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh, a présidé, mardi, une réunion consacrée à la présentation de l'étude préliminaire de ce projet, qui prévoit le dédoublement de la route de contournement du quartier Kharouba, ainsi que la réalisation de deux trémies.

Ce projet s'inscrit dans le cadre des opérations structurantes destinées à moderniser le réseau routier et à améliorer la

fluidité du trafic, notamment durant la période de pointe de la saison estivale. Il s'étend sur une distance de 5 km reliant la route nationale RN 90 à la RN 11 et comprend la réalisation d'une trémie de 600 mètres à proximité des urgences médico-chirurgicales, ainsi qu'une seconde trémie de 400 mètres au niveau de l'entrée nord, précise le communiqué.

Outre ces travaux, il est prévu le déplacement des différents réseaux vitaux et la réhabilitation du terrain de football jouxtant le projet, ajoute la même source. Lors de cette réunion, le wali a insisté sur le strict respect des normes techniques et des délais contractuels, soulignant que ce projet revêt un ca-

ractère prioritaire en raison de son impact direct sur la vie quotidienne des citoyens. Il a appelé à l'adoption de solutions modernes, telles que l'éclairage intelligent, tout en veillant au cachet environnemental et esthétique de la ville, à travers l'entretien des espaces verts et le renforcement des opérations de plantation. Le wali a également ordonné l'engagement des procédures légales relatives à l'enquête d'utilité publique, l'élaboration des estimations financières pour le déplacement des réseaux, ainsi que l'étude de la possibilité de réaliser une trémie et d'élargir la route à proximité du rond-point jouxtant le siège de la Cour de justice, conclut le communiqué.

Tlemcen

Lâchers d'eau du barrage de Sekkak pour reconstituer un réservoir naturel

Plusieurs lâchers d'eau ont été effectués, récemment, à partir du barrage de Sekkak à Tlemcen, pour la reconstitution du réservoir naturel du cratère de Dzouia à Aïn Temouchent, qui constitue un appui et une sécurité hydrique pour les wilayas d'Oran et Aïn Temouchent, a-t-on appris de la Société de l'eau et de l'assainissement d'Oran (SEOR).

Ces lâchers visent à réaligner progressivement le cratère de Dzouia, d'une capacité de 13 millions de mètres cubes, complètement desséché au cours des dernières années, a indiqué le directeur général de

la SEOR, Oussama Heleili, ajoutant que ce cratère est considéré comme une réserve stratégique complémentaire au profit du système d'alimentation en eau potable des deux wilayas. M. Heleili a souligné, à ce propos, que le rendement des lâchers, qui enregistrait auparavant des déperditions qui allaient jusqu'à 70%, a été optimisé, grâce à une connexion du barrage de Sekkak au cratère de Dzouia, via un canal, ajoutant que le rendement est aujourd'hui de l'ordre de 100%. Selon le même responsable, ces opérations s'inscrivent dans le cadre des me-

sures anticipatives adoptées par les autorités, afin de renforcer les capacités de stockage et d'assurer une alimentation régulière en eau potable, notamment en prévision de la période estivale marquée par une hausse significative de la demande. Le cratère de Dzouia, une fois reconstitué, permettra d'appuyer le système d'alimentation en eau potable, au cours des périodes de fortes demandes, ou en cas d'arrêt des infrastructures de dessalement pour maintenance, ou à cause des intempéries qui occasionnent une montée des matières en suspension.

Publicité

EPE - ALGERIE TELECOM - SPA
Direction Opérationnelle des télécommunications Oran
AVIS D'APPEL D'OFFRES N° 01/AT/DOT31/SDFS/DAL/2026

La Direction Opérationnelle des télécommunications d'Oran lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigences de capacité minimales pour :

ACQUISITION DE POTEAUX METALIQUES ET BRAS DE DEPORT

Le présent avis d'appel d'offres s'adresse uniquement aux spécialistes dans le domaine de la construction et la fabrication d'éléments et d'articles métalliques (joindre obligatoirement un document probant justifiant l'activité).

Les entreprises intéressées par le présent avis d'appel d'offres sont invitées à consulter et retirer le cahier des charges auprès du service Achats à la Direction Opérationnelle des télécommunications d'Oran à l'adresse suivante :

Direction Opérationnelle des Télécommunications d'Oran
Adresse : 06 Rue CHAILA Ali El Makkari, Oran

Contre paiement d'une somme de cinq mille dinars (5000 DA). Compte bancaire (RIB) N° 001 00951 0300 000 552/20
NB : Le groupement d'entreprise momentanée n'est pas autorisé.

Les offres doivent être composées :

1. D'un dossier administratif comprenant l'original des documents administratifs inséré dans une enveloppe fermée avec la mention « dossier administratif »
2. D'une offre technique comprenant l'original des documents techniques insérée dans une enveloppe fermée avec la mention « offre technique »
3. D'une offre financière comprenant l'original des documents financiers insérée dans une enveloppe fermée avec la mention « offre financière »

NB/Les candidats doivent insérer le dossier administratif, l'offre technique et l'offre financière dans des enveloppes séparées et fermées, en indiquant, sur chaque enveloppe, la dénomination du soumissionnaire, la référence et l'objet de l'avis d'appel d'offres ainsi que, sur chaque pli correspondant, la mention « dossier administratif », « offre technique » et « offre financière ».

Les trois (03) enveloppes susmentionnées sont insérées dans une seule enveloppe externe fermée et anonyme, sans aucun signe d'identification du soumissionnaire, et comportant uniquement les mentions suivantes :

**ALGERIE TELECOM- SPA-
DIRECTION OPERATIONNELLE DES TELECOMMUNICATIONS ORAN**

Avis d'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCES DE CAPACITES MINIMALES
N°01/AT/DOT31/SDFS/DAL/2026
ACQUISITION DE POTEAUX METALIQUES ET BRAS DE DEPORT
« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

Le soumissionnaire doit obligatoirement fournir l'ensemble des pièces citées dans le cahier des charges sous peine de rejet.

La durée accordée pour la préparation des offres est de quinze (15) jours calendaires à compter de la première parution de l'avis d'appel d'offres sur la presse nationale et le site web: www.safqat.dz et la date de dépôt des offres est fixée au dernier jour de 08h00 à 14h00.

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prolongée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les soumissionnaires sont conviés à assister à l'ouverture des plis qu'aura lieu, en séance publique, le jour de la date limite des offres à 14h00 au siège de la direction opérationnelle des télécommunications Oran.

Les candidats resteront engagés par leurs offres durant 180 jours à partir de la date d'ouverture des plis.

Algérie Télécom EPE/SPA au capital Social de 115 000 000 000,00 DA
RC N° 02 B 0018083 - 16/00
NIF : 00021600180833716001
Siège Social : Route Nationale n°05, Cinq Maisons, 16130, Mohammadia - Alger

VERA
15090012015
Certificat d'authenticité

Tél : 021 82 38 38
Fax : 021 82 38 39

ANEP N° 2616005730 Le Quotidien d'Oran 19/02/2026

Tissemsilt

Bientôt, la fabrication de pièces et accessoires automobiles

La fabrication de certaines pièces et accessoires automobiles en plastique sera entamée, prochainement, selon un communiqué de la cellule de communication et d'information de la wilaya.

La même source a précisé que la fabrication de ces pièces sera lancée au niveau d'une usine située dans la zone de Sidi-Mansour, commune de Khemisti, laquelle sera exploitée dans le cadre de la récupération des biens con-

fisqués. Selon le communiqué, "l'opération de récupération puis d'exploitation illustre l'engagement de l'Etat à remettre en service tous les projets confisqués, dans le cadre de la lutte contre la corruption, en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et leur intégration dans le processus de développement national".

Les dernières dispositions sont actuellement en cours de

finalisation pour donner le signal de lancement de l'usine. Une fois entrée en production, celle-ci contribuera à couvrir une partie des besoins du marché national en ces produits essentiels à l'industrie automobile et à réduire la facture des importations, conformément à des conditions strictes reposant sur une industrialisation réelle et l'augmentation progressive du taux d'intégration, a souligné la même source.

Aïn Temouchent

Réhabilitation annoncée des routes dégradées

La wilaya d'Aïn Temouchent a consacré une enveloppe de plus de 200 millions de dinars pour la réhabilitation de plusieurs tronçons routiers au chef-lieu de wilaya, a annoncé le wali, Mabrouk Ouled Abdennebi.

Lors des travaux de la session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya, le wali a souligné que le montant alloué, compris entre 200 et 250 millions de dinars, est inscrit au budget de la wilaya afin de réhabiliter et aménager les

routes dégradées de la ville.

Il a indiqué que cette opération intervient à la suite de la détérioration de certains tronçons, consécutive au renouvellement des réseaux de base, notamment ceux de l'eau, à savoir l'assainissement et l'alimentation en eau potable, affirmant que les travaux de réhabilitation seront prochainement engagés dans différents quartiers de la ville.

Le wali a donné des instructions fermes aux directeurs exécutifs afin de veiller à la

remise en état des routes dans tous les projets liés au renouvellement des réseaux souterrains, tout en prévoyant des sanctions à l'encontre des entreprises défaillantes.

Il a également souligné que le cahier des charges relatif à la réalisation et à la rénovation des réseaux souterrains comporte une clause obligeant les entreprises à rétablir les routes dans leur état initial, et que toutes les entreprises sont tenues de se conformer à cette exigence.

Timimoun

Un programme ambitieux de culture du maïs en grain

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a affirmé, mardi à Timimoun, que l'Algérie s'est engagée dans un programme ambitieux de culture du maïs en grain. Le ministre a salué, à ce titre, l'appui et les mesures incitatives préconisées par les pouvoirs publics pour stimuler les investisseurs agricoles, conformément aux orientations des hautes instances du pays visant à assurer la sécurité alimentaire du pays.

Lors de sa visite de travail dans cette wilaya, M. Oualid a donné des instructions pour accroître les superficies cultivées et mobiliser les moyens nécessaires pour garantir la récolte du maïs en grain dans les meilleures conditions, afin de

faire face aux différentes contraintes et assurer la disponibilité des moissonneuses et des séchoirs. Il a insisté, pour cela, sur la nécessité de prendre les dispositions nécessaires et fournir suffisamment de matériels agricoles de récolte à la prochaine saison, et de faciliter le transport des récoltes vers l'Office national des aliments de bétail. Au niveau de l'exploitation agricole Afrane-1, dans la commune de Metarfa, un exposé exhaustif sur la situation du secteur agricole a été fait au ministre qui a également écouté les préoccupations soulevées par les exploitants agricoles, notamment en matière de soutien et d'extension des superficies agricoles. Suivant la campagne de récolte du maïs en

grain et d'emblavement au périmètre Afrane-2, dans la commune d'Ougrout, le ministre a mis en avant l'importance du respect de l'itinéraire technique pour accroître les rendements, avec à l'appui le recours aux technologies modernes et aux solutions innovantes dans la résolution des problèmes rencontrés par les agriculteurs. Au terme de sa visite de travail, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche s'est enquis des conditions de stockage du maïs en grain, sachant que la wilaya a réceptionné neuf (9) structures de proximité de stockage intermédiaire, d'une capacité globale de 450.000 quintaux, qui commenceront dès la saison prochaine à recevoir les récoltes.

Publicité

APARTEMENTS

■ A vendre/échange ou à louer appartement 140 m², dans une résidence, côté wilaya, seul au palier ; conviendrait habitation ou bureaux pour état, libre de suite - Tél : 0673.28.51.23

VILLAS

■ Bouhanifia Hammamat : A vendre habitation R+1- actée - livret foncier + certificat de conformité - 120 m², rdc : 2 garages (03 véhicules) étage : grand F3 + courette + Idéal pour habitation ou autres, sans vis-à-vis, 13m façade - Prix 7.600 000,00 - Tél : 0662.45.81.26

■ Tlelat (Oran) : A.V Carcasse, R+3+ cave, actée, livret foncier, permis construire, 135 m², Rdc : 02 garages - Etage (1+2+3) 105 m² - Idéal pour famille (01 appartement par étage) ou autres - Cave aérée et éclairée - Tél : 0662.45.81.26. Prix 25

■ Urgent : Vds villa actée, 226 m², 2 faç, S/ sol - Rdc + 1°, au CV de TERGA, à 45 min d'Oran et 5 min des plages. Prix 1,3 MD nég - Possibilité en plusieurs fois - Tél : 0657.27.53.56 (whatsapp : 0033.62.08.46.445)

LOCAUX

■ Le Médico-chirurgicale de groupe 'Le Fel-laoucène' sis à Yaghmoracen, Maraval-Oran, à proxim du tribunal 'El Othmania', met en location 1 cabinet de consultations spécialisé. Se présenter au centre 2 Bd, Lt Siam ou tél : 0771.18.11.94 heure bureau 9h-16h

DIVERS

■ Loue licence de taxi, Oran-ville - Tél : 0697.16.26.67

■ Les nouvelles lignes téléphoniques de la Clinique d'Ophtalmologie «NOUR» Oran, 6 rue Soufi Zoubida Maraval Oran : 042.03.66.23 - 042.03.63.17- 042.03.62.86

VEHICULES

■ Vends Volkswagen T. Cross, année 2022, 18.000 km, 1° main + Loue licence de café - Tél : 0670.20.31.26

FÉLICITATIONS

Belkacem AHCÈNE-Djaballah présente ses chaleureuses félicitations à sa belle-fille,

Farah Hafiane épouse AHCÈNE-Djaballah Nedjm,

enseignante à l'université de Annaba, pour sa soutenance brillante et avec succès à Constantine de sa thèse de doctorat consacrée à la traduction d'une œuvre de Assia Djebbar.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA D'ORAN
DAIRA D'AIN EL - TURCK
COMMUNE D'EL ANCOR
N°...../2026

AVIS D'APPEL D'OFFRE OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALE

Le président de l'assemblée populaire communale d'el ancor lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales conformément aux dispositions des articles 40,42, et 44 du décret présidentiel n°15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations du service public, en vertu la loi 12/23 du 05 Aout 2023 fixant les règles générales relatives aux marché public.

Concernant :

Acquisition d'un Retro Chargeur

Tous les fabricants, les fournisseurs, les représentants exclusifs et les concessionnaires agréés par les fabricants, qualifiés et disposant des capacités financières, techniques, juridiques et réglementaires, conformes à la législation Algérienne et répondant aux exigences du présent marché, tels que registre de commerce, statuts, agréments, attestations de bonne exécution, bilan financier, dossier fiscal et parafiscal, et en plus l'attestation de représentant exclusif et l'attestation du fabricant déclarant que les fournitures proposées dans l'offre, répondent, à tout égard, aux exigences techniques du cahier des charges pour les représentants exclusifs des fabricants ;

Et intéressées par le présent avis, peuvent retirer le cahier des charges auprès du service des marchés de la commune d'el ancor (à l'adresse suivante : Commune d'el ancor contre le paiement de 5.000,00 DA auprès les services du trésorier inter communal d'AIN EL TURCK.

Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière.

A - DOSSIER DE CANDIDATURE :

- ❖ la déclaration de candidature (selon model joint) remplie, datée et signée.
- ❖ La déclaration de probité (selon model joint) remplie, datée et signée.
- ❖ Une copie du registre de commerce électronique visé par CNRC: Fabrication ou vente des matériels Roulent.
- ❖ Les références bancaires et les bilans fiscaux des trois derniers exercices (2022-2023-2024), dûment visés par les impôts ou commissaire aux comptes.
- ❖ Extrait de rôle doit être apuré ou avec échéance de paiement.
- ❖ Les mises à jour CNAS- CASNOS.
- ❖ Extrait du casier judiciaire du gérant de l'entreprise ou du directeur général de l'entreprise datant moins de trois (03) mois
- ❖ Référence professionnelles : justifiées par des attestations de bonne exécution de projets similaires délivrées par les Maîtres de l'ouvrage publics (minimum 2 attestations).
- ❖ La liste des moyens humains déclarés à la CNAS.
- ❖ Numéro d'identification fiscale (NIF).
- ❖ Les statuts pour les sociétés (SARL ou EURL)
- ❖ Attestation de dépôt des comptes des fonds sociaux pour les sociétés délivrée par le centre des registres de commerce (SARL ou EURL) (attestation de solvabilité)

B-OFFRE TECHNIQUE :

- ❖ La déclaration à souscrire daté et signé.
- ❖ Tout document permettant d'évaluer l'offre technique.
- ❖ Le cahier des charges, signé et paraphé avec la mention « lu et accepté » écrite à la main.
- ❖ Un mémoire technique justificatif.

C- OFFRE FINANCIERE :

L'enveloppe relative à cette offre contient les pièces suivantes (documents remplis et signés et paraphés).

- La lettre de soumission (selon modèle ci-joint) ;
- Devis quantitatif estimatif remplis et visé.
- Un bordereau des prix unitaires remplis et visé.

Chaque Offres est insérée dans une enveloppe fermée et cachetée indiquant la référence et l'objet de l'appel d'offre indiqués ci-dessus-ainsi que la mention « Dossier de candidature » ou « offre technique » ou « offre financière » selon le cas. Les trois enveloppes sont mises dans une autre enveloppe anonyme, comportant la mention « soumission à ne pas ouvrir – appel d'offre N°/2026

Acquisition d'un Retro Chargeur

La durée de préparation des offres est fixée à quinze jours (15) –à compter de la première parution du présent avis dans les presses nationales ou le BOMOP.

La date limite de dépôt des offres est fixée au quinzième jour à compter de la date de la première parution du présent avis dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP avant 13h00.

La séance d'ouverture des plis se tiendra le même jour ouvrable correspondant à la date limite de dépôt des offres à 13H30 les soumissionnaires sont cordialement invités à y assister.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 105 jours à compter de la première parution du présent avis dans la presse nationale ou le BOMOP.

M^r le Président de L'A.P.C

ANEP N° 2631002862 Le Quotidien d'Oran 19/02/2026

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'AIN TEMOUCHENT
DAIRA D'AIN EL ARBA.
COMMUNE DE TAMZOURA

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément à la disposition de l'article 65 du décret présidentiel N° 15/247 DU 16/09/2015, portant règlement des marchés publics modifié et complété.

Suite a la réunion de la commission d'évaluation des offres pour Avis d'appel d'Offre National Ouvert avec exigence de capacités minimales N° 07/2025 est lancé pour : Approvisionnement de la cantine scolaire en Alimentation générale Année 2026 (Alimentation générale et pain, légumes et fruits, viandes rouge et blanche et œufs)

Le Président de l'assemblée populaire de la commune de TAMAZOURA informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres national publié au El clásico en date du 19/01/2026 et le quotidien d'oran en date du 18/01/2026 et l'attribution provisoire de projet suivant tableau ci-dessous :

Intitulé de l'opération	Fournisseurs choisie	Montant TTC		Observations
		Minimum	Maximum	
Approvisionnement de la cantine scolaire en Alimentation générale Année 2026 (Alimentation générale et pain, légumes et fruits, viandes rouge et blanche et œufs)	Groupement commercial HAFANE BENARMAS Lhouaria -SFISEF-SBA-	13.537.431.00 DA	15.411.444.00 DA	Moins Disant

Un délai de (10) jours est accordé aux Fournisseurs désireux de déposer des recours dès la publication de cette annonce dans la presse nationale.

Les recours se feront au niveau de la commission des marchés.

TAMAZOURA LE : 01/02/2026

Le président de l'Assemblée
Populaire Communale

ANEP N° 2631002884 Le Quotidien d'Oran 19/02/2026

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE AIN TEMOUCHENT
DAIRA DE OULHACA
COMMUNE DE SIDI-OURIACHE
N° Fiscal :46260106021

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DE MARCHE

Conformément aux dispositions de l'article 65, alinéa 02, du décret présidentiel n° 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public Délégué chargé de gestion de la commune de SIDI-OURIACHE informe les soumissionnaires ayant participé dans d'appel d'offres publié dans le journal de AL HAYATE le 20/01/2026 et la le quotidiens d'Oran le 22/01/2026 le projet est attribué provisoirement à l'entreprise suivante :

N°	Entreprise réalisatrice	Matricule fiscal	Désignation du projet	Montant en TTC	La note	délai	motif
01	E.T.P.H Tabal BOUMADIANE	18013230023112701300	Aménagement et revêtement en béton bitumineux les déferents piste à BRATLA	15 748.460 .00	94	50 jours	Offre la moins disant

Les soumissionnaires intéressés de prendre connaissance les résultats détaillé de l'évaluation de leurs offre techniques et financières sont invités à se rapprocher de l'apc de sidi Ouriache (bureau du marché) au plus tard trois (03) jours de publication de l'attribution provisoire du marché aux quotidiens nationaux.

Tout soumissionnaire conteste le choix opéré par le service contractant peut introduire un recoure auprès du président de la commission de communale du marché public dans un délai de (10) dix jours à compter de la première publication du présent avis dans l'un des quotidiens nationaux ou dans le BOMOP, si le dixième jours coïncide avec un jours férié ou un jour de repos légal, la date limite pour introduire le recours est prorogé au jour ouvrable suivant.

Fait à SIDI-OURIACHE le.
Délégué chargé de gestion
de la commune de SIDI-OURIACHE

ANEP N° 2631002747 Le Quotidien d'Oran 19/02/2026

République Algérienne Démocratique & Populaire

Wilaya : d'Ain Temouchent

Daïra : d'Ain Temouchent

Commune : d'Ain Temouchent

NIF : 0962460190376181

Avis d'appel d'offre ouvert Avec exigence de capacité minimale**N°02/2026**

La commune d'Ain Temouchent lance un avis d'appel d'offre National ouvert avec exigence de capacité minimale pour :

- Lot 01 Revêtement en Béton Bitumineux de la rue CHWIREF SALAH sur 400 ML
- Lot 02 Aménagement et Revêtement en Béton Bitumineux de la rue MESSOUDI BOUHDJAR sur 300 ML
- Lot 03 Aménagement et Revêtement en Béton Bitumineux de la rue BELARBI AEK sur 300 ML

Les entreprises ou établissement commercial intéressés par le présent avis peuvent retirer les cahiers des charges auprès de la commune d'Ain Temouchent /bureau marché, contre un paiement de 5.000,00DA de droit de reproduction.

1-Conditions de participation et d'éligibilité

- Lot 01 Revêtement en Béton Bitumineux de la rue CHWIREF SALAH sur 400 ML
- Certificat de qualification et de classification catégorie quatre (04) et plus en travaux public ou bâtiment comme Activité principale
- avoir déjà réalisé au minimum Deux (02) projet de même nature, dont l'attestation de bonne exécution, doit être délivrée par un maitre d'ouvrage public, avoir réalisé un Montant égale ou supérieure à 12.000.000.00 DA
- le soumissionnaire doit réaliser un Chiffre d'affaires moyen sur les exercices (2022.2023.2024) \geq a 15 000 000.00DA prouvé par des déclarations financières certifier par l'administration fiscale
- Lot 02 Aménagement et Revêtement en Béton Bitumineux de la rue MESSOUDI BOUHDJAR sur 300 ML
- Certificat de qualification et de classification catégorie Quatre (04) et plus en travaux public (code éclairage) ou bâtiment comme Activité principale
- avoir déjà réalisé au minimum Deux (02) projet de même nature, dont l'attestation de bonne exécution, doit être délivrée par un maitre d'ouvrage public, avoir réalisé un Montant égale ou supérieure à 12.000.000.00 DA
- le soumissionnaire doit réaliser un Chiffre d'affaires moyen sur les exercices (2022.2023.2024) \geq a 15 000 000.00DA prouvé par des déclarations financières certifier par l'administration fiscale
- Lot 03 Aménagement et Revêtement en Béton Bitumineux de la rue BELARBI AEK sur 300 ML
- Certificat de qualification et de classification catégorie Quatre (04) et plus en travaux public ou bâtiment comme Activité principale.
- avoir déjà réalisé au minimum Deux (02) projet de même nature, dont l'attestation de bonne exécution, doit être délivrée par un maitre d'ouvrage public, avoir réalisé un Montant égale ou supérieure à 12.000.000.00 DA
- le soumissionnaire doit réaliser un Chiffre d'affaires moyen sur les exercices (2022.2023.2024) \geq a 15 000 000.00DA prouvé par des déclarations financières certifier par l'administration fiscale

2- Les documents composant obligatoirement dans le dossier de candidature sont :

- Déclaration de candidature daté et signer et remplis
 - Déclaration de probité daté et signer et remplis
 - Copie de Certificat de qualification et de classification professionnelle en cours de validité catégorie quatre (04) et plus en travaux publics ou bâtiment comme (Activité principale) pour lot 01 et lot 03.
 - Copie de Certificat de qualification et de classification professionnelle en cours de validité catégorie quatre (04) et plus en travaux publics (code éclairage) ou bâtiment comme (Activité principale) pour lot 02.
 - Copie du statut pour les sociétés ;
 - Copie du document relatif au pouvoir habilitant les personnes à engager l'entreprise.
 - moyen matériel destiné à l'exécution du projet avec justification, la possession de ce matériel doit être justifié par des cartes grises plus assurance pour le matériel roulant et pour le matériel non roulant un procès-verbal dûment établi et constaté par un huissier de justice OU expert judiciaire de l'année en cours, ou contrat de location au nom du soumissionnaire.
 - moyens humains justifié par diplôme appuyée par l'attestation d'affiliation auprès de la CNAS de l'année en cours.
 - copies des références professionnelles délivrées par le maitre d'ouvrage public de même nature.
 - référence bancaire
 - Bilan fiscale de 03 dernières années
 - Quittance de paiement
 - L'offre technique contiendra :**
 - La déclaration à souscrire datée et signée et remplis
 - le cahier des charges portant à la dernière page la mention manuscrite « lu et accepté »
 - le planning de réalisation des travaux
 - mémoire technique justificatif rempli ; date et signé
 - **L'offre financière Contindra :**
 - La lettre de soumission datée et signée et remplis
 - Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
 - Le détail quantitatif et estimatif (DQE) ;
- Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet du un avis d'appel d'offre ouvert ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » ou « offre financière » selon le es. ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe anonyme, comportant la mention « à ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture et d'évaluation des offres » avis d'appel d'offre ouvert avec capacité minimal n°02/2026 l'objet d'un avis d'appel d'offre » suite à l'article 67 du décret présidentiel n° 15-247 du 16/09/2015
- La validité des offres est fixée à 105 jours (90jours+15jours).
- Les offres devront être déposées à la commune D'AIN TEMOUCHENT et parvenir au Secrétariat le 15^{ème} jour à compter du 1^{er} affichage de l'avis d'Appelle d'offre nationale avec exigence capacité minimale dans la presse diffusée au niveau national.
- La date de dépôt des offres est fixée le avant 14h00
- La séance d'ouverture des plis se tiendra le même jour à 14h00, au niveau de la commun Ain Temouchent.

Le Président de l'Assemblée
Populaire Communale

ANEP N° 2631002637 Le Quotidien d'Oran 19/02/2026

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE MASCARA

DAIRA DE TIZI

COMMUNE DE TIZI

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISoire DU MARCHÉ

« SUIVI ET REALISATION TRAVAUX DE REVETEMENT DES VOIRIES EN BETON BITUMINEUX A RUE BENTHABET MOHAMED ET RUE BENBADIS A TIZI CENTRE (1ère tranche) »

PROJET:

« REALISATION TRAVAUX DE REVETEMENT DES VOIRIES EN BETON BITUMINEUX A RUE BENTHABET MOHAMED ET RUE BENBADIS A TIZI CENTRE (1^{ère} tranche) »

En application des articles 51,52 et 53 de la loi N° 12-23 du 05 d'aout 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés public , et Conformément aux Dispositions des articles 71 et 72 du Décret Présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des Marchés Publics et des délégations de service public, le président de l'assemblée populaire communale de Tizi porte à la connaissance de l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'Avis d'Appel d'Offres national ouvert avec exigence de capacités minimales n°01, dont la première parution au Quotidien national « EL HAYET » le 20/01/2026 pour une durée de dix (10) jours pour la préparation des offres du projet cité ci-dessus.

Qu'à l'issue du Jugement des Offres en date du 02/02/2026, la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres a proposé d'attribuer le marché public au soumissionnaire suivant :

PROJET	Le Soumissionnaire	Immatriculation fiscale	Montant Proposé DA EN T.T.C	Déni de réalisation	Critère De choix
« REALISATION TRAVAUX DE REVETEMENT DES VOIRIES EN BETON BITUMINEUX A RUE BENTHABET MOHAMED ET RUE BENBADIS A TIZI CENTRE (1 ^{ère} tranche) »	ENTREPRISE DES TRAVAUX « BOUMAZA SID AHMED	120290101828138	19 443 291,00DA	03 MOIS	OFFRE UNIQUE

tout soumissionnaire qui conteste ce choix peut introduire un recours auprès de la commission des marchés de la commune dans un délai de 10 jours à compter de la 1ere parution de cet avis dans le BOMOP ou les quotidiens nationaux en langues arabe et étrangère et cela conformément à l'art 82 du décret présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public . si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date limite pour introduire un recours est prorogée au jour ouvrable suivant.

Les soumissionnaires qui souhaitent prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs candidatures, offre technique et financière, à se rapprocher de ses services, au plus tard trois(03) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire du marché, pour leur communiquer ces résultats, par écrit

LE PRESIDENT DE L'APC

ANEP N° 2631002714 Le Quotidien d'Oran 19/02/2026

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

DIRECTION GENERALE DES FORETS

Conservation des Forêts de la Wilaya de Relizane-sise Cité Ouafi route de l'Université - NIF°099.4801.01166.34

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT**AVEC EXIGENCE DES CAPACITES MINIMALES****N°06/CFR/2026**

La Conservation des Forêts de la Wilaya de Relizane lance un Avis d'Appel d'Offres Ouvert avec exigence des capacités minimales pour la réalisation des travaux d'assainissement des forêts sur (200 Ha) Relizane entrant dans le cadre du programme neuf 2026 :

Lot	Daira	Commune	Impact	Volume (HA)	Volume lot (HA)	Observations
01	EL MATMAR	SIDI MHAMED BENAOUA	FD AREF DICK (CHLOT)	50	70	Le lot N°04 réservé en exclusivité pour les micro entreprise spécialité travaux forestière agence de Relizane
		SIDI KHETTAB	FD SIDI KHATTAB (OULED DANI)	20		
02	MENDES	SIDI LAZREG	FD OULED SIDI YAHIA (BOUGUETAJA)	60	60	
03	AIN TARIK	AIN TARIK	EL ARIA	25	50	
		AIN TARIK	BOUREKRA	25		
04	DJEDIOUIA	DJEDIOUIA	FORET KERKABA	20	20	
TOTAL					200	

Les soumissionnaires intéressés peuvent retirer le cahier des charges auprès de la Conservation des Forêts indiquée à l'adresse ci-dessous.

Les soumissionnaires soumettront leurs offres sous trois (03) plis enveloppes séparées et introduites dans une enveloppe extérieure cachetée anonyme.

Les conditions d'éligibilité :**-Les capacités professionnelles :**

Les entreprises présentant un registre de commerce portant les codes 101/103 et/ou 101/101.

Les capacités techniques : Les entreprises qui ont réalisé au-moins un projet ou plus d'assainissement et/ou travaux sylvicoles d'un volume supérieur ou égal du volume du lot, justifiés par des attestations de bonne exécution signées par le maitre de l'ouvrage.

-Les capacités financières : Les entreprises qui ont la moyenne des chiffres d'affaires des trois (03) dernières années 2022, 2023 et 2024, est égale ou supérieure : pour lot n°01 : 3 000 000,00 DA, pour lot n°02 : 2 500 000,00 DA, pour lot n°03 : 2 000 000,00 DA justifiés par les autorités compétentes (les services des impôts et un expert-comptable agréé).

Observation : Les capacités financières des entreprises soumissionnaires qui présentent seulement deux (02) années ou une année d'activité, les années seront additionnées et divisées par trois (03), pour les entreprises nouvellement créées moins de trois (03) années, il sera calculé la moyenne des années d'activité.

La règle=(chiffre d'affaires 2022+chiffre d'affaires 2023+chiffre d'affaires 2024)/3, le chiffre d'affaires de l'année non présentée prendra la note zéro.

Observation : Les groupements des entreprises ne peuvent pas participer.

Le retrait du cahier des charges est effectué sur le lien qui pourra être téléchargé au niveau de la page officiel Facebook de la Conservation des forêts à l'adresse : "الجمعية لمحافظه الغابات لولاية تيزي وزو".

Pour la micro entreprises, Copie du registre du commerce code 101/101 et /ou 101/103, décision d'exploitation DOAE. Les micro-entreprises spécialisées dans les travaux forestiers.

La composition des dossiers : doit être respecté et conforme à l'Article N°09, pages 06 et 07 du cahier des charges.

Les soumissionnaires doivent renseigner toutes les rubriques du devis de l'offre et sont tenus de vérifier les calculs de leurs devis afin d'éviter les erreurs qui risquent de modifier le montant de leurs offres.

Les offres accompagnées des documents cités ci-dessus doivent être déposées à l'adresse suivante :

CONSERVATION DES FORETS DE LA WILAYA DE RELIZANE, Cité OUAFI, route de l'Université - Relizane, sous pli anonyme contenant trois plis séparés, le premier comportant le dossier de la candidature, le second offre technique et le troisième l'offre financière.

Le délai de préparation des offres est fixé à Dix (10) jours, le dépôt des offres s'effectuera le dernier jour à 13 H 00 de l'après-midi qui coïncide avec la même heure de la séance l'ouverture des plis, à compter de la date de première apparition de l'avis d'appel d'offres dans la presse électronique et dans le BOMOP. L'enveloppe extérieure comportera la mention :

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DES CAPACITES MINIMALES N°06/CFR/2026

« SOUMMISSION A NE PAS OUVRIR » TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT DES FORETS SUR (200 HA) RELIZANE.

L'ouverture des plis : Dossier de la candidature, offre technique et offre financière sera le dernier jour de la date fixée ci-dessus, à 13 H 00, en séance publique au siège de la Conservation des Forêts, indiquée à l'adresse ci-dessus, où tous les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis (Dossier de la candidature, offre technique et offre financière). Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant une durée égale à 90 jours, augmentée de la durée de préparation des offres, à compter de la date de réception des offres fixées ci-dessus.

Toute offre reçue par le service contractant après l'expiration du délai de dépôt des offres est irrecevable.

ANEP N° 2631002635 Le Quotidien d'Oran 19/02/2026

TF1

21.10 LÉO MATTÉI, BRIGADE DES MINEURS



Saison 13 - Ep 3 : Les disparus
Le commandant Léo Mattei (Jean-Luc Reichmann) est à la tête de la Brigade de protection de l'enfance, une unité spécialisée dans la lutte contre les abus et les dangers auxquels sont confrontés les mineurs. Ancien policier de la BAC, il se distingue par son sens aigu de la justice et sa détermination à protéger les plus vulnérables. Léo dirige une équipe soudée, composée d'agents dévoués tels qu'Alexandre Achdjian, Maïra Schmitt et Stomy Bugsy, qui partagent...

TMC

21.25 JUMANJI : BIENVENUE DANS LA JUNGLE



1996, une plage déserte des États-Unis. Un adolescent solitaire, Alex Vreeke, découvre un étrange jeu de plateau abandonné dans le sable : Jumanji. Sans se douter des conséquences, il lance les dés... avant de disparaître sans laisser de trace. Vingt ans plus tard, le jeu a changé de forme, mais pas de nature. Dans un lycée contemporain, Spencer (Alex Wolff), timide et complexe, Bethany (Madison Iseman),...

3 JEUDI

21.10 LES BLESSURES DE L'ÎLE



Manon Legal (Flore Bonaventura), étudiante brillante en neurochirurgie, mène une double vie pour financer ses études : le jour, elle plonge dans les arcanes du cerveau humain ; la nuit, elle nettoie les traces des drames les plus sordides en tant qu'agent de bio-nettoyage. Son existence bascule lorsqu'elle est dépêchée, un soir de Noël, sur une île bretonne battue par les vents, lieu de son enfance qu'elle a quitté dans des circonstances jamais élucidées.

CINE + FAMIZ

20.50 LA TOUR MONTPARNASSE INFERNALE



Perchée au cœur de Paris, la tour Montparnasse domine la capitale d'une silhouette imposante, symbole d'un monde professionnel où les ambitions se heurtent aux réalités les plus absurdes. C'est dans ce décor vertigineux qu'Éric (Éric Judor) et Ramzy (Ramzy Bedia), deux laveurs de carreaux aussi malingers qu'attachants, passent leurs journées à nettoyer les vitres du 52e étage.

6

21.10 QUI VEUT ÊTRE MON ASSOCIÉ ?



Cette émission spéciale inventeurs est dédiée à celles et ceux qui transforment un problème du quotidien en idée ingénieuse, puis en projet ambitieux. Aux côtés des investisseurs emblématiques de la saison, Ariane Daguin rejoint le programme et Jean-Pierre Nadir fait son grand retour. Du confort de lecture à la confidentialité des appels, de la santé des femmes aux équipements qui révolutionnent la maison,...

CINE + FRISSE

20.50 INSIDIOUS : LA DERNIÈRE CLÉ



En 1953, à Five Keys, au Nouveau-Mexique, un prisonnier vient d'être exécuté dans la prison d'Etat de Dewbend. Alors que Gerald, bourreau dans l'établissement, supporte mal son travail, sa jeune fille Elise, qui possède un don de voyance, est effrayée par d'inquiétantes apparitions surnaturelles. En 2010, en Californie, Elise, toujours traumatisée par les événements survenus dans son enfance, exerce la...

CANAL+

21.09 KING AND CONQUEROR



Saison 1 - Ep 3 : Frères d'armes
Dans cet épisode captivant de la série « King & Conqueror », Harold (Nikolaj Coster-Waldau) se trouve confronté à une situation délicate lorsque la possibilité d'un retour inattendu de sa femme dans le Wessex menace de bouleverser l'équilibre fragile de sa vie. Alors qu'il s'efforce de maintenir la paix dans son foyer, des tensions latentes commencent à émerger, révélant des secrets et des non-dits qui pourraient mettre en péril sa position.

CINE + PREMIER

20.50 UN ESPION ORDINAIRE



En août 1960, à Moscou, Oleg Penkovsky, un colonel de l'armée soviétique, confie clandestinement un important courrier à un étudiant américain afin que celui-ci le remettre à l'ambassade de son pays. Quatre mois plus tard, au bureau du MI-6, à Londres, le même courrier, indiquant que Penkovsky craint une future guerre nucléaire, est transmis par la CIA à des agents britanniques pour solliciter leur aide. Appartenant officiellement à un important comité scientifique soviétique,

TF1

21.10 DANSE AVEC LES STARS



La compétition est lancée pour cette quinzième saison. Les premiers couples qui ont foulé le plus célèbre parquet de France ont offert des performances impressionnantes pour certains, et bien plus décevantes pour d'autres. Juju Fitcats et Jordan Mouillerac se sont montrés particulièrement à l'aise sur le dancefloor, tout comme Samuel Bambi et Ana Riera ou encore Angélique Angarni-Filopon et Yann-Alrick Mortreuil. De leur côté, Laure Manaudou et Stéphane Bern, aux côtés de Christian Millette et Calisson..

TFX

21.10 L'ÂGE DE GLACE 2



Alors que la Terre, encore façonnée par les glaces de la préhistoire, subit les premiers soubresauts d'un climat en pleine mutation, une vallée luxuriante abrite une communauté d'animaux aussi disparates qu'attachants. Mais cette tranquillité est menacée : un imposant barrage de glace, dernier rempart contre les flots déchaînés de l'océan, commence à se fissurer sous l'effet d'un déclenchement inexorable. Pour Manny le mammoth, solitaire et bourru,...

6 VENDREDI

21.10 ALAD'2



Après avoir triomphé du redoutable vizir qui tyrannisait la ville, Aladin (Kev Adams), désormais installé dans le luxe du Palais, semble avoir tout pour être heureux. Pourtant, l'ennui le guette, et une question persiste, pesante : comment avouer ses sentiments à la princesse, celle qui fait battre son cœur depuis toujours ? Entre hésitations et maladresses, le jeune homme, passé maître dans l'art de déjouer les pièges, se révèle bien moins à l'aise lorsqu'il s'agit de conquérir le cœur de celle qu'il aime.

CINE + FAMIZ

20.50 LES TUCHE 3



Dans l'univers décalé et coloré de Bouzoules, la famille Tuche continue de naviguer à travers les aléas de la vie avec une exubérance tout à fait caractéristique. Wilfried (Pierre Lottin), après un divorce tumultueux, et Stéphanie (Sarah Stern), qui a multiplié les séparations avec son mari footballeur, choisissent de retourner vivre dans leur village natal. Pendant ce temps, leur frère brillant, Donald (Théo Fernandez),...

CANAL+

21.10 SUPERMAN



Élevé sous le ciel paisible de Smallville par Martha et Jonathan Kent, Clark (David Corenswet) a appris à tempérer sa force surhumaine avec les valeurs humaines de compassion et de justice. Mais alors que les menaces grandissent, tant sur Terre qu'au-delà des étoiles, son héritage kryptonien resurgit comme une ombre persistante, le forçant à questionner sa place dans un univers qui le voit tantôt comme un sauveur, tantôt comme une arme.

CINE + PREMIER

20.50 RUSH



Dans l'univers palpitant de la Formule 1, deux légendes se dressent sur la grille de départ : James Hunt (Chris Hemsworth), le pilote britannique flamboyant et hédoniste, et Niki Lauda (Daniel Brühl), l'autrichien méthodique et calculateur. Alors que Hunt incarne le charme et la désinvolture, Lauda se distingue par son approche rigoureuse et son intelligence tactique, tout en portant le poids de son héritage familial. Le film explore leur rivalité intense,...

CANAL+ CINEMA

21.00 BLACK DOG



Après avoir purgé sa peine de prison suite à un homicide involontaire commis une décennie plus tôt, Lang revient dans sa ville natale qui se trouve aux portes du désert de Gobi, dans le nord-ouest de la Chine. Sur place, cette ancienne célébrité locale, jadis cascadeur à moto et musicien, constate que l'endroit a énormément changé, et son père lui révèle immédiatement que de nombreux habitants ont quitté les lieux. Alors qu'il travaille pour la patrouille locale chargée de débarrasser la ville...

CINE + FRISSE

20.50 SHOOTER, TIREUR D'ÉLITE



Bob Lee Swagger (Mark Wahlberg), un tireur d'élite renommé, vit reclus dans un chalet isolé des montagnes, cherchant à fuir un passé marqué par la trahison et la douleur. Un jour, il est approché par le colonel Isaac Johnson (Danny Glover), un officier des services secrets, qui l'informe d'une menace imminente : un complot visant à assassiner le président des États-Unis. Johnson sollicite l'expertise de Swagger pour anticiper l'emplacement du tireur potentiel.

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									

Horizontalement:

- Bouffée d'air.
- Etre de fer, sans ça.
- Uni.
- Cri de vieux greffier.
- Deux au tiers. Pays.
- Concurrent.
- Fait suivre.
- Appuyera.
- Auteure du Paradis perdu.
- Matière à glace.
- Pays d'Asie.
- Note renversée.
- Mijotent.
- Maous.
- Sortie de jeu.
- Vaisseau.
- Des matières qui rendent intelligent.

Verticalement:

- Appel d'air.
- Le premier à faire coucou. Appel du pied en courtisant la muse.
- S'élança (se).
- Queue de poisson.
- En effet.
- Motifs avancés.
- Donneur d'ordres.
- Montée de chaleur animale. Désert.
- «Séjour des neiges» connu au plus haut point.
- Mis au pieu. Trouble.
- Est sonné à mort ! Pas doués pour le vol.
- Jeu de l'oie. Découvert.
- Profèrent grossièrement.

E	T	I	S	S	E	C	E	N	C	A	E	C	R	M
L	N	E	E	T	I	T	O	O	D	C	H	E	E	E
E	A	T	R	E	N	I	U	R	N	E	G	R	R	E
M	R	E	P	O	T	V	O	A	V	R	I	U	U	T
E	U	R	T	P	E	I	D	E	E	T	N	N	A	
N	O	A	U	R	T	N	U	B	E	I	E	E	B	C
T	C	R	T	E	E	T	I	R	R	V	M	A	R	R
T	R	U	M	P	E	E	S	F	A	E	I	E	E	F
I	R	E	E	S	R	U	S	E	C	S	P	I	U	R
E	N	D	R	A	R	R	C	N	S	U	C	E	T	O
T	N	E	M	E	E	H	E	E	S	N	O	G	I	
I	V	A	I	U	A	M	M	C	E	B	A	E	L	S
A	G	R	N	T	M	E	U	C	E	T	A	R	I	S
E	A	I	O	O	N	L	I	R	E	I	V	E	T	E
P	R	N	C	T	E	L	F	R	U	S	T	R	E	R

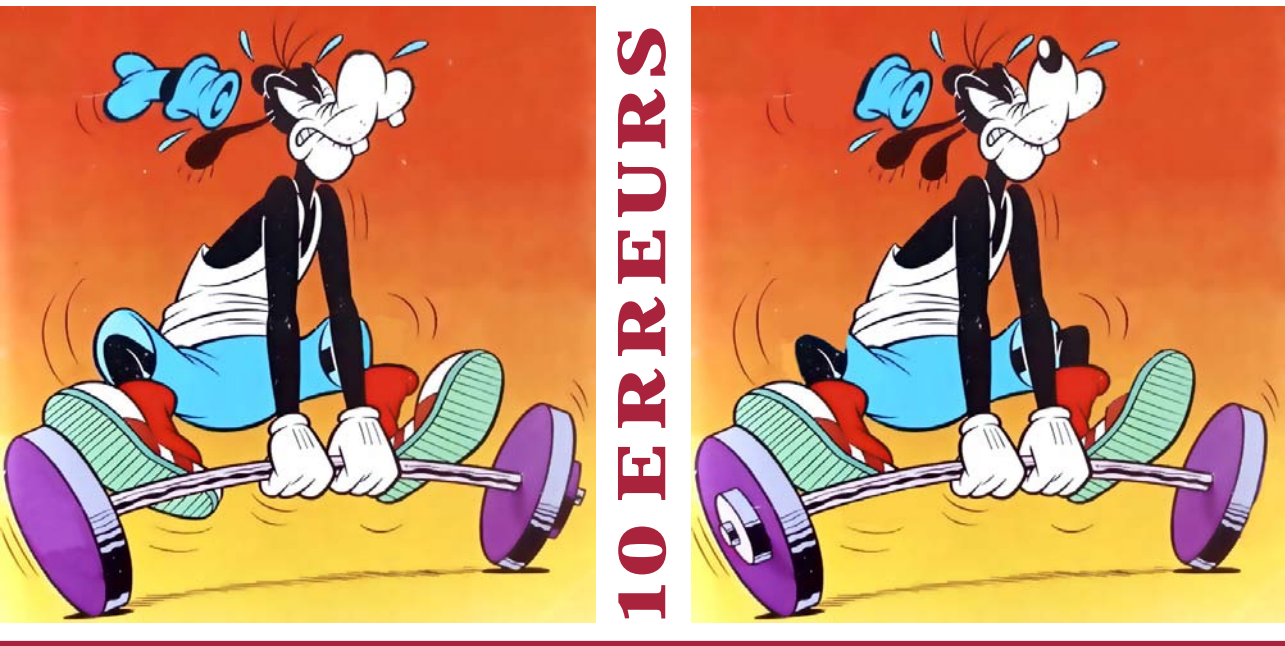
ABAISSEMENT – ADROITEMENT – AVENUE –
AVERSE – BERGER – BŒUF – CHATON – CHEVEU –
COMMENCEMENT – COURANT – COUVERTURE –
CREPUSCULE – ELEMENT – EVIER – FRITURE –
FROISSER – FRUSTER – GATER – GERER –
INDEPENDANCE – IRRUPTION – LICENCIER – MERITE –
NECESSITE – OTITE – PARIER – RAMAGE – RARETE –
RATE – REUNIR – RUINER – TACT – TOPER – UTILITE.

Les 8 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :
- Mon 1er est une note de musique.
- Mon 2e obtint.
- Mon 3e nomme.
Mon tout, c'est toujours un succès !

1	N	A	I											
14														

12	2	9	1	3	15	8	9	4	6
8	16	9	4		8	3		16	4
1	4		14	8	3	6	6	8	1
1	4	17	2	6	5	4	6		5
3		3	13		10	2		4	3
15	4	9		12	9	10		5	4
4	9	7	3	5	4		7	4	9
1	3	4	6		6	8	3	5	
12	16		13	2		9	4	4	9
4	4		2	9		11	15		4
	9	8	1	11	4	10	9	6	
13	2	1	11	4		9	4	15	4
8		11	4	1	3	4	9		5
5	10	4		5	9		3	9	2
8	6		10	6	4	9	4	1	5

Jeux proposés par Chérifa Benghani



- Bélier 21-03 au 20-04**
Vous vivez une période où l'argent ou la vie privée deviennent assez préoccupants.
- Taureau 21-04 au 21-05**
Ces jours-ci, votre partenaire ou vos collaborateurs vous sollicitent souvent. C'est le moment de discuter gestion et finances avant d'aller plus loin.
- Gémeaux 22-05 au 21-06**
En cette période, vous privilégiez votre vie professionnelle et vos partenaires sociaux, ce qui ne vous laisse pas beaucoup de temps pour.
- Cancer 22-06 au 22-07**
Le pouvoir de création et les loisirs deviennent prioritaires pour vous en ce moment, ce qui pose problème avec la vie quotidienne, moins agréable à gérer...
- Lion 23-07 au 23-08**
En ce moment, vous avez envie de rester chez vous ou de ronronner en famille.
- Vierge 24-08 au 23-09**
En ce moment, vos pensées sont essentiellement orientées vers la communication, les contacts et les rencontres.
- Balance 24-09 au 23-10**
Vous pouvez mettre en avant vos dons ou vos qualités, ou parler de ce qui a de la valeur à vos yeux.
- Scorpion 24-10 au 22-11**
Bonne volonté et vitalité sont à vos côtés en ce moment, et les occasions de vous mettre en valeur se présentent.
- Sagittaire 23-11 au 21-12**
Depuis quelque temps, vous préférez vous isoler afin de faire le point. Ce n'est pas une raison pour faire la tête!
- Capricorne 22-12 au 20-01**
Actuellement, vos amis vous sollicitent et les projets ne manquent pas, mais aujourd'hui vous avez besoin de repos.
- Verseau 21-01 au 18-02**
Actuellement, vous visez haut et vous avez sans doute raison.
- Poissons 19-02 au 20-03**
Depuis quelques jours, vous avez envie d'entreprendre, d'élargir vos horizons sociaux.

Le Sri Lanka supprime les pensions des parlementaires



Les législateurs sri-lankais ont voté pour supprimer leurs pensions, réalisant ainsi une promesse électorale clé du gouvernement de gauche du pays.

Le projet de loi a été approuvé mardi soir par le parlement de 225 membres, élu en 2024, avec 154 voix pour et deux contre, selon une déclaration officielle du parlement sri-lankais.

Auparavant, les parlementaires de plus de 65 ans bénéficiaient d'une pension après cinq ans de mandat. La nouvelle loi supprime ces prestations de retraite pour les parlementaires en fonction et retraités.

Cette décision intervient plusieurs mois après que le gouvernement a retiré les logements, les véhicules et les milliers d'agents de sécurité affectés aux anciens présidents dans le cadre de mesures d'austérité plus générales.

L'administration de gauche dirigée par le président Anura Kumara Disanayake est arrivée au pouvoir en 2024 à la suite de manifestations de masse menées dans un contexte de crise économique du pays.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

L'Iran et la Russie mènent des exercices dans la mer d'Oman



Téhéran et Moscou ont mené jeudi des manœuvres militaires au large de l'Iran, après une nouvelle session de pourparlers cette semaine entre la République islamique et les Etats-Unis, avait annoncé mercredi l'agence de presse Isna.

Cet «exercice naval conjoint» s'est tenu en mer d'Oman et dans le nord de

l'océan Indien, a indiqué Isna, citant le contre-amiral Hassan Maghsoudloo.

«L'objectif est de renforcer la sécurité maritime (dans cette zone) ainsi que les relations entre les marines des deux pays», a ajouté l'agence, sans préciser la durée de cet exercice.

Il intervient alors que d'autres manœuvres ont dé-

marré lundi sous l'égide des Gardiens de la Révolution, l'armée idéologique de l'Iran, dans le stratégique détroit d'Ormuz.

Des responsables iraniens ont plusieurs fois menacé de bloquer ce détroit, notamment en temps de tensions avec les Etats-Unis, mais cette menace n'a jamais été mise à exécution.

Ukraine: le négociateur ukrainien fait état de «progrès» après les négociations de Genève



Les pourparlers entre Ukrainiens, Russes et Américains ont donné lieu à des «progrès», a annoncé mercredi le chef de la délégation ukrainienne Roustem Oumerov à l'issue des discussions à Genève.

«Ce travail complexe exige l'accord de toutes les parties et un délai suffisant. Il y a des progrès, mais aucun détail ne peut être divulgué à ce stade», a déclaré le négociateur ukrainien à un petit groupe de journalistes à l'issue de la seconde journée de discussions tripartites visant à mettre fin à quatre ans de conflit en Ukraine.

Les pourparlers entre Ukrainiens, Russes et Américains, qualifiés d'«intenses et substantiels» par M. Oumerov, ont pris fin mercredi matin après moins de deux heures de discussions. Ces négociations ont été jugées «difficiles» par Moscou et Kiev.

Selon le chef de la délégation ukrainienne, la prochaine étape consistera «à obtenir le consensus nécessaire» pour soumettre un document à l'examen des présidents. «Plusieurs points ont été clarifiés, tandis que d'autres nécessitent une coordination supplémentaire».

Nigeria: 38 mineurs tués à la suite d'une explosion dans une mine



Trente-huit mineurs sont morts mercredi matin à la suite d'une explosion dans une mine de plomb dans l'Etat de Plateau, dans le centre du Nigeria.

«La mort de 38 personnes a été confirmée et 27 autres personnes ont été transportées d'urgence à l'hôpital», a déclaré à l'AFP Aliyu Adamu Idris, un chef traditionnel local.

L'accident a eu lieu sur le site minier de Kampanin Zurak, dans la zone de gouvernement local de Wase.

Un rapport sécuritaire confidentiel consulté par l'AFP a confirmé l'accident et la mort des mineurs par «empoisonnement présumé au monoxyde de carbone». L'Etat de Plateau est le cœur historique de la production minière du pays, qui a fortement décliné ces dernières années.

La capitale de cette région, Jos, est connue sous le nom de «ville de l'étain», en référence au passé minier de l'Etat qui ne compte désormais principalement plus que des petites mines artisanales sans permis. En revanche, cette mine de Kampanin Zurak est légalement exploitée par la société nigériane Solid Unit Nigeria Limited, selon des sources locales.

Douze morts après une explosion dans un magasin de feux d'artifice



Une explosion dans un magasin de feux d'artifice dans le centre de la Chine a tué 12 personnes mercredi, au deuxième jour des congés du Nouvel An lunaire, a annoncé la télévision officielle CCTV.

Les tirs de feux d'artifice et autres jets de pétards sont très fréquents en Chine lors des fêtes, notamment celles du Nouvel An lunaire, qui tombait mardi.

Plusieurs grandes villes du pays, dont la capitale Pékin, ont banni la pratique ces dernières années, en partie à cause de la pollution, mais elle reste très populaire dans les villages et les zones rurales.

Il y a eu un incendie et une explosion dans un magasin de feux d'artifice et de pétards au village de Zhengji, dans la province du Hubei, a rapporté CCTV, citant les autorités locales.

«L'incendie s'est étendu sur environ 50 mètres carrés et a déjà fait 12 morts», de même source.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

LA TECHNIQUE MARCHANDE DES PROMOTIONS

L'exercice commercial, lorsqu'il est dépouillé de son honorable génie, frise l'arnaque et l'escroquerie. Le gain et la rentabilité sont des impératifs légitimes dans les échanges commerciaux pour peu qu'ils soient basés sur l'honnêteté et que le troc se fasse dans une équité partagée.

Depuis quelque temps, un phénomène hier encore inconnu dans le commerce local a pris une profusion très marquée et les devantures des magasins et des étalages des produits de toute nature ne jurent que par la promotion.

La technique est vieille comme le monde et obéit à une des règles principales des sociétés de consommation. Crise oblige, et les parcimonies financières imposées par la cherté de la vie, les ménages algériens se sont totalement impliqués dans une formule

d'échange devenue rituelle pour s'accorder un adoucissement à leurs portemonnaies.

Mais cet échange n'échappe pas à une certaine forme de filouterie, acceptée parfois en toute conscience, laissant croire à la clientèle qu'elle est gagnante au change. Le procédé va de la tromperie sur le poids des produits jusqu'aux manigances à la limite malhonnêtes des fabricants de ces produits.

Au bonheur des vendeurs, les Algériens ne sont pas encore rodés à la nécessité de connaître et de maîtriser le réel contenu des aliments qui les nourrissent au quotidien. Parfois, en connaissance de cause, sans gaité de cœur, ils se laissent bernier par

des appellations ronflantes pour se laisser duper. Le meilleur exemple dans ce manège réside dans le pain des boulangeries. Certains boulangers, pour augmenter leurs prix, sont allés à contresens de la nouvelle culture défroquée des promotions pour proposer, sinon imposer «des baguettes-fromage» qui n'ont de fromage que l'intitulé. D'autres commerces utilisent des artifices pour s'inscrire dans la triche et un brigandage cachés.

Le magma marchand actuel pose un problème de santé publique. A lui seul, le contrôle soutenu des pouvoirs publics ne peut suffire et risque de s'avérer caduc. S'il n'est pas soutenu par une prise de conscience et une forte vigilance des consommateurs, une culture de consommation dévergondée s'installera dans la société.